



**SYNDICAT MIXTE INTERCOMMUNAL DE TRANSPORT ET DE
TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE L'AIRE TOULONNAISE**

Délibération N°1959

Adoption du Rapport
d'Orientation Budgétaire
(ROB) 2026 du SITTOMAT

SEANCE PUBLIQUE DU : MERCREDI 11 FEVRIER 2026 à 9H30

Délibération prise conformément à l'Ordre du Jour.

Le Comité Syndical s'est réuni dans les locaux du SITTOMAT – 190
Chemin Gaëtan Gastaldo – 83200 Toulon, régulièrement convoqué
en date du 6 février 2026 en conformité avec le Code Général des
Collectivités Territoriales, et sous la présidence de :

Monsieur Gilles VINCENT

Présents : Jean-Luc GRANET – René CASTELL - Jean TEYSSIER -
Chrystelle GOHARD - Patrick BOUBEKER -Jean-Luc VITRANT -
Christine SINKUIN - Ange MUSSO - Robert BENEVENTI - Jean PLENAT
- Albert TANGUY - Patrick MARTINELLI - Robert BERTI– Michel LE
DARD– Bernard MARTINEZ

Absents ou excusés : Luc de SAINT SERNIN– Philippe LEONELLI -
Catherine HURAUT– Gérard CABRI- Hélène BILL

| | |
|----------------------|----|
| Délégués en exercice | 20 |
| Quorum | 11 |
| Présents | 16 |
| Absents ou excusés | 4 |
| Procuration(s) | 0 |

Monsieur Albert TANGUY

Est désigné à l'unanimité des présents : Secrétaire de séance

AR Prefecture

083-258300953-20260211-1959-DE
Reçu le 11/02/2026

MESDAMES, MEESIEURS ET CHERS COLLEGUES,

La Commission Mixte réunie le 4 février 2026 a donné un avis favorable au dossier qui vous est présenté.

L'administration du Syndicat a préparé un dossier proposant les orientations budgétaires pour 2026, dont les grandes lignes sont rappelées ci-après. Ce dossier est annexé à la présente.

L'année 2025 a été marquée par plusieurs événements :

- Une stagnation de la production d'OMR, mais une augmentation de la prise en charge par Zéphire de résidus urbains (+ 6188 tonnes) du fait d'un report partiel plus important en 2025 de la reprise des balles d'OM de la CCMPM réalisées pendant l'été 2024 sur le site de Roumagayrol et d'un rattrapage d'expédition de refus de tri des collectes sélectives de la CCGST et de la CCMPM par le centre de tri du Muy.
- Une légère hausse des collectes sélectives, en particulier pour les papiers cartons et emballages plastiques de l'aire toulonnaise (+3.1%) ; les emballages non fibreux franchissent la barre des 6000 tonnes pour à peine plus de 3000 tonnes en 2021 avant l'extension des consignes de tri. La collecte du verre stagne.

Ces résultats sont à mettre en perspective de ceux issus des caractérisations d'OM réalisées en 2024/2025 qui montrent que nos poubelles grises contiennent encore une part prépondérante de déchets recyclables.

- Des dépôts en déchèteries en hausse sensible (+5.6 à +9.4% selon les adhérents), à l'exception du Golfe de Saint Tropez, en raison d'une année moins sèche (+5 à +8% de déchets végétaux) et d'une hausse significative des dépôts de déchets de bois et plâtre sous l'effet de la simplification du tri lié à la mise en place de la REP PMCB.
- La stabilisation du coût des prestations avec une inflation redescendue en-dessous de 1.5%.
- Le versement au SITTOMAT par Zéphire d'un intéressement, principalement lié à la vente d'électricité et de chaleur, pour un montant de 2.6 M€ au titre de l'année 2024. Les cours de rachat de l'électricité ont néanmoins significativement diminué avec pour conséquence la chute en 2026 à moins de 1 M€ de l'intéressement qui sera versé par le délégataire au titre de 2025.
- La confirmation de la faiblesse des cours de reprise des matières recyclées, maintenant les recettes de commercialisation issues de la collecte sélective inférieure 2 M€ (1.7 M€ contre 3.4 M€ en 2022), malgré l'augmentation des quantités triées.
- Le retard de près d'un an pris par certains éco-organismes intervenants sur les déchèteries pour la mise à disposition de leur portail de déclaration en ligne des tonnages soutenus (mobilier, PMCB), décalant d'autant le versement des soutiens financiers, soit un manque à gagner de plus de 1 M€

- Le retard pris dans la réalisation des travaux du centre de tri du SITTOMAT à La Farlède : aux délais administratifs supplémentaires (passage en CODERST du dossier ICPE et diagnostic archéologique préalable) se sont ajoutés des délais liés à des motifs organisationnels (défaillance de la maîtrise d'œuvre) et technique (découverte d'amiante) ; ainsi le retard pris sur l'opération est d'au minimum 10 mois.

Cela a obligé à renouveler les marchés de réception, transport et tri des collectes sélectives de l'aire toulonnaise, dans un contexte de réduction des capacités de traitement régionales (destruction de la chaîne de tri d'Onyx Méditerranéen à la Seyne-sur-Mer et indisponibilité de certains centres de tri pour travaux), avec pour conséquence un surcoût pour la collecte sélective de l'aire toulonnaise estimée à 2.7 M€ sur l'année 2026 par rapport à 2025.

Sous réserve de l'atterrissage du compte administratif 2025, l'ensemble de ses facteurs, conjugué à une inflation globale en 2024 de l'ordre de 1 %, se traduit par une augmentation des dépenses de fonctionnement du Syndicat en 2024, par rapport à 2023, de 2 318 000 € HT, soit + 3,9%, celles-ci s'établissant à un peu plus de 61,5 M€ HT.

Les recettes de fonctionnement ont quant à elles légèrement augmenté à 68.2 M€ HT, ce qui permet, une fois déduits les ré ajustements liés au transport et traitement des OMR, de dégager une épargne brute d'environ 5.3 M€ en 2025 (5.9 M€ en 2024).

Cela a permis d'autofinancer 11,3 M€ de dépenses d'investissement, dont 6.8 M€ sur le centre de tri des collectes sélectives, et décaler ainsi à la toute fin d'année 2025 le recours à l'emprunt contracté auprès de la Banque des Territoires pour le financement de l'opération.

Concernant les orientations budgétaires 2026 qui s'inscrivent dans la prospective budgétaire 2022-2028, les hypothèses suivantes ont été prises en compte :

- ⇒ Une baisse de l'inflation à 1.5% avec des indices de révision des prix peu changeant et des taux d'emprunt en diminution.
- ⇒ Le maintien à un niveau faible des prix de commercialisation des matières recyclées.
- ⇒ L'augmentation de 1 € de la TGAP incinération par an jusqu'en 2030, soit 16 € par tonne en 2026 (+4€ par an pour l'enfouissement, soit 69€ en 2026), et la nécessaire répercussion de la hausse de la TGAP sur le coût de traitement facturé aux adhérents.
- ⇒ L'impact du retard de livraison du centre de tri de la Farlède sur le coût de la collecte sélective de l'aire toulonnaise en 2026 : 2.7 M€ dont 1.7 M€ de dépenses supplémentaires (traitement hors département sur des chaîne de tri DIB ou multi matériaux) et 1 M€ de recettes en moins du fait du choix d'un tri simplifié pour près de la moitié des papiers cartons (perte de recettes de commercialisation et diminution des soutiens CITEO).
- ⇒ La diminution d'au moins 1 M€ de l'intéressement annuel versé par Zéphire au titre des recettes électriques, qui devrait, de manière durable, réduire à moins de 1 M€ les recettes d'intéressement (843 425 € en 2025 contre 2 M€ prévus dans la PPI initiale). Cela limite les recettes de fonctionnement nécessaires à la gestion des investissements qui génèrent en dépenses de fonctionnement remboursement d'intérêts d'emprunt et dotations aux amortissements.

Ainsi, en limitant le recours à l'emprunt pour le centre de tri des collectes sélectives et la plate-forme de compostage des biodéchets, les recettes de fonctionnement à mobiliser dès 2027 pour la gestion des investissements s'élèvent à plus de 5 M€ (et même 6 M€ au démarrage des travaux de la plate-forme de compostage des biodéchets).

- ⇒ Une baisse de la TVA de 10% à 5.5% sur la gestion des OMR, conformément au budget de l'Etat 2026 adopté le 2 février 2026.

Cette baisse n'a pas d'effet sur le budget du SITTOMAT qui est assujetti à la TVA, mais permet de baisser de 4.5% les contributions versées par ces adhérents au titre des transports et du traitement des OMR.

Elle doit normalement s'appliquer à partir du 1er mars 2026 (décret d'application en attente).

En fonction de ses hypothèses, les orientations suivantes sont proposées :

- Des charges de structure inchangées à 2 500 000 € HT.
- Des Impôts et taxes liées à l'UVE et au centre au tri inchangés à 472 000 € HT.
- Une redevance de traitement des résidus ménagers à l'UVE portée de 100.5 à 107.6 € HT la tonne, soit de 110,55 € TTC (TVA à 10%) à 113.52 € TTC (TVA à 5.5%), en considérant :
 - La hausse de 1.5% du tarif afin de prendre en compte l'inflation : **+ 1.5 €**
 - La hausse de la TGAP : **+ 1 €**
 - La perte de recette d'intéressement électrique de l'UVE (- 1.15 M€) : **+ 4.6 €**, nécessaires pour continuer de compenser la hausse de la gestion des investissements (intérêts d'emprunt et dotations aux amortissements) et donc équilibrer la section de fonctionnement.

Sans intervention sur la redevance OMR, cette perte de recettes conduit en effet à un résultat négatif de l'exercice que seule l'affectation de l'excédent de fonctionnement antérieur permet de compenser.

Or, une fois l'excédent consommé dans le cadre de l'autofinancement partiel du centre de tri, le résultat de la section de fonctionnement ne peut plus être équilibré.

La compensation de cette perte de recette est nécessaire dès 2026. La reporter à 2027 ne permet pas de « sauver » la section de fonctionnement.

- Des charges liées à la gestion des quais de transfert et des transports en hausse de 1.5% à tonnages équivalents pour tenir compte d'une inflation limitée.
- Concernant l'Installation de stockage de déchets inertes de Manjastre, l'augmentation des dépôts payant en 2025 conjuguée à des dépenses d'exploitation forfaitaires permettent d'envisager un résultat équilibré pour 2026.

- Des tonnages de déchèteries identiques en 2026 par rapport à 2025, avec une hausse moyenne des prix de 1.5% pour tenir compte de l'inflation ; en matière de soutiens financiers, un rattrapage sur 2024 des REP Eco maison et PMCB devrait s'opérer en 2026 suite à l'ouverture tardive du portail numérique de déclaration et de validation des tonnes traitées. Près de 2 M€ sont attendues en 2026 (en recettes et en dépenses dans le cadre du reversement aux adhérents des soutiens des éco organismes), avec une hypothèse prudentielle de non recouvrement des soutiens VALOBAT.
- Des collectes sélectives en légère augmentation sur l'aire toulonnaise et la CCMPM, à l'identique de 2025 (+2.5% en moyenne), stable pour la CCGST avec une hausse moyenne des prix de 1.5% pour tenir compte de l'inflation.

Pour l'aire toulonnaise, le bilan de la collecte sélective 2025 présente un déficit de 1.86 M€ comparable à l'exercice 2024, à 1.96 M€. Alors que les coûts unitaires des prestations de collecte et de tri se stabilisent, les recettes de commercialisation marquent toujours une tendance à la baisse. La stabilisation du bilan recettes-dépenses n'est due qu'à l'augmentation des tonnages qui permet d'augmenter les soutiens.

- Concernant le surcoût de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise en 2026, les dispositions suivantes sont proposées :
 - La mise en place du mode de collecte multi matériaux sur l'aire toulonnaise le plus rapidement possible, à l'automne 2026, avant même la montée en charge du centre de tri attendu en novembre, en s'appuyant sur le centre de tri du Muy entièrement rénové pour assurer une transition plus économe ;
 - Des économies substantielles réalisées sur la communication (-500 k€) et la réalisation des PAV (-700k€)

Un bilan sera fait en fin d'année 2026 pour évaluer la nécessité d'économies complémentaires à réaliser en 2027 pour permettre de garantir les équilibres budgétaires.

Concernant le montant et l'utilisation de l'autofinancement du Syndicat,

Les recettes d'autofinancement dégagées entre 2023 et 2026 représentent 22.9 M€.

Elles sont équivalentes aux dépenses engagées sur la période dont 4.7 M€ pour les PAV, 3.2 M€ sur l'UVE (dont amortissement des travaux du BREF pour 4 des 8 années d'amortissement), 3.6 M€ pour les quais de transferts, 2.9 M€ pour les composteurs et 2.9 M€ pour l'achat des bennes et compacteurs de déchèteries.

Dans les dépenses d'autofinancement sont également considérées les crédits consacrés à l'opération du centre de tri des collectes sélectives, à savoir les travaux de démolition des bâtiments existants en 2024 pour 450 k€ et 5.400 k€ qui représentent l'excédent dégagé sur la période 2023-2026 et qui vient d'ajouter à l'excédent antérieur, 8 200 k€, qui a permis de financer l'achat de terrains et les dépenses d'ingénierie et d'AMO jusqu'en 2022.

Ainsi, le centre de tri aura été autofinancé à hauteur de 14 M€ dont 8.2 M€ sur les excédents antérieurs à 2023 et 5.8 M€ sur les excédents générés sur la période 2023-2026.

AR Prefecture

083-258300953-20260211-1959-DE
Reçu le 11/02/2026

Pour les besoins du centre de tri, le SITTOMAT a réalisé un premier emprunt à taux fixe avec La Poste de 2.15 M€ fin 2023.

Un second emprunt de 24.5 M€, à taux variable indexé sur le taux du livret A, a été contracté fin 2024 avec la Banque des Territoires. Sa phase de mobilisation est de 3 ans. Un premier appel de fonds de 12 M€ a été fait en décembre 2025. Le remboursement du capital ne débutera qu'en 2028, ce qui permettra de tuler avec la diminution de la contribution CS sur l'aire toulonnaise.

En 2026, le solde de l'emprunt BT devra être appelé.

Pour la réalisation de la plate-forme de compostage des biodéchets, des emprunts complémentaires devront être réalisés en 2027 et 2028 estimés à un total de 11.5 M€

L'ensemble de ces emprunts représente une annuité d'emprunt de 440 k€ en 2026, 700 k€ en 2027, puis comprises entre 2.5 et 3M€ à partir de 2028.

Selon cette même prospective financière, le taux d'endettement résultant de ces emprunts pourra être maintenu sous les 9 années de capacité de désendettement, à l'exception d'un pic à 15 années en 2026 dans le cadre du fait de la baisse importante de l'épargne brute en raison des surcoûts de la collecte sélective et du passage au mode de collecte multi matériaux pour l'aire toulonnaise.

En conséquence, il vous est proposé de bien vouloir :

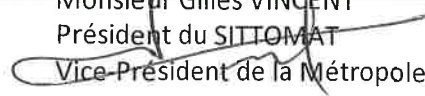
- 1- Adopter l'exposé qui précède.
- 2- Prendre acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires préalable au vote du budget primitif 2026.
- 3- Voter la présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires 2026.

CET EXPOSÉ MIS AUX VOIX EST ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur Albert TANGUY
Secrétaire de séance



Monsieur Gilles VINCENT
Président du SITTOMAT
Vice-Président de la Métropole TPM
Maire de Saint-Mandrier



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette délibération. Le Recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de TOULON dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R 421-5 du Code de la Justice Administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour les dépenses associées aux missions dites « accessoires » au sens des statuts du syndicat (PAV et compostage), un rattrapage a été réalisé en 2025 en réalisant plus d'investissements sur MTPM (74% de l'enveloppe dédiée vs 60% de contribution théorique à l'autofinancement sur la base des tonnages traités à l'UVE). Ce rattrapage se justifiait au regard des répartitions des exercices antérieurs. Pour 2026, l'enveloppe dédiée, diminuée de 700 k€ reprend l'objectif d'une répartition équilibrée entre les adhérents.

En synthèse, sur le bilan de fonctionnement en 2026, les éléments suivants peuvent être retenus :

Le bilan des contributions nettes totales et TTC des adhérents au fonctionnement du SITTOMAT augmentera de 1 980 k€ (+3.5%)

La prévision 2026 est ainsi marquée pour le SITTOMAT par :

- ⇒ Une hausse sensible des dépenses de fonctionnement, celles-ci passant de 61.5 à 65.3 M€ (+6.1%) ;
- ⇒ Une diminution légère (- 0.35 M€) des recettes de fonctionnement ;

Ceci en raison notamment des surcoûts de la CS de l'aire toulonnaise conjuguée à l'avancement du passage aux mode de collecte multi matériaux

- ⇒ Et, par suite, une érosion de l'épargne brute de 5.3 M€ en 2025 à 1.7 M€ en 2026.

L'épargne brute retrouve cependant un niveau satisfaisant à partir de 2027.

Sur la section d'investissement, la programmation pluriannuelle a été recalée pour tenir compte du décalage du calendrier

- du centre de tri des collectes sélectives (10 mois minimum en lien avec les délais de validation administrative du projet, la défaillance du maître d'œuvre au stade études et la découverte d'amiante) ;
- du projet de plate-forme de compostage des biodéchets dont le terrain n'est toujours pas validé.

Les travaux d'amélioration du quai de transfert de Manjastre seront achevés en 2026 et ceux du quai de Lagoubran démarreront avant la fin de l'année.

L'investissement sur la CS intègre l'effort de diminution de la réalisation des PAV en 2026, mais aussi le démarrage à l'automne des changements de couvercles et de bacs pour le renforcement des dotations de tri sélectif dans le cadre du passage au mode de collecte multi matériaux sur l'aire toulonnaise (ces derniers feront l'objet d'une demande de soutien financier auprès de CITEO dans le cadre de leur AAP 2026).

Cela porte à 25.9 M€ l'effort d'investissement pour 2026, sur un total de près de 91 M€ sur la période 2022 – 2028.

En matière de gestion de la dette,

AR Prefecture

083-258300953-20260211-1959-DE
Reçu le 11/02/2026



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES ANNEE 2026

Table des matières

| | | |
|---------|--|----|
| 1. | PREAMBULE | 1 |
| 2. | Evolution de l'intercommunalité du SITTO MAT | 1 |
| 3. | Evolution du contexte réglementaire & Actions du SITTO MAT | 2 |
| 4. | Evolution des tonnages traités | 3 |
| 4.1. | Evolution des résidus ménagers (OMR et refus de tri) pris en charge par Zéphire | 3 |
| 4.2. | Evolution des collectes sélectives | 4 |
| 4.3. | Evolution des tonnages des déchèteries..... | 5 |
| 4.4. | L'ISDI de Manjastre | 6 |
| 4.5. | Evolution des tonnages de biodéchets | 6 |
| 4.6. | Evolution des tonnages de DMA totaux..... | 7 |
| 5. | Evolutions financières..... | 10 |
| 5.1. | Contexte financier | 10 |
| 5.2. | Fonctionnement : rétrospectives | 11 |
| 5.3. | Fonctionnement : orientations budgétaires | 13 |
| 5.3.1. | Les charges de structure | 14 |
| 5.3.2. | Les impôts et taxes | 14 |
| 5.3.3. | L'évolution du tarif de la redevance OM | 15 |
| 5.3.4. | Le montant et l'utilisation de l'autofinancement du Syndicat | 19 |
| 5.3.5. | La répartition par adhérent du Syndicat des dépenses « accessoires » autofinancées par la redevance OM | 23 |
| 5.3.6. | Les dépenses liées aux transports des déchets – quais de transfert et péréquation des transports | 24 |
| 5.3.7. | La gestion de l'ISDI de Manjastre | 25 |
| 5.3.8. | L'équilibre des dépenses liées à la collecte sélective | 25 |
| 5.3.9. | Les déchèteries | 28 |
| 5.3.10. | Synthèse..... | 28 |
| 6. | Orientations budgétaires en matière d'Investissement..... | 31 |
| 6.1. | Le Plan pluriannuel d'investissement..... | 31 |
| 6.2. | Gestion de la dette | 33 |
| 7. | Evolutions des dépenses de personnels..... | 34 |

I. PREAMBULE

Conformément aux articles L.2312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes de plus de 3500 habitants ainsi que les EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 3500 habitants doivent tenir un débat d'orientations budgétaires (DOB) dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif.

Ce débat s'appuie sur un rapport, le ROB, qui comprend :

- Les orientations budgétaires portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement
- Les engagements pluriannuels
- Les informations sur la structure et la gestion de la dette
- Les évolutions de la structure et des dépenses de personnels

Le débat est acté par une délibération spécifique.

2. Evolution de l'intercommunalité du SITTOMAT

Le Préfet du Var a, par arrêté en date du 24 février 2023, modifié les statuts du Syndicat pour tenir compte de l'élargissement de son périmètre à la Communauté de Communes Porte des Maures (CCMPM).

Le S.I.T.T.O.M.A.T. est, depuis le 1er mars 2023, composé de :

| | | 2025 | 2026 |
|--|-----------|--------------|--------------|
| - Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) | 12 villes | 447 804 hab. | 449 782 hab. |
| - Communauté de communes de la Vallée du Gapeau (CCVG) | 5 villes | 32 578 hab. | 32 961 hab. |
| - Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume (CASSB) | 9 villes | 64 093 hab. | 65 199 hab. |
| - Communauté de communes Golfe Saint Tropez (CCGST) | 12 villes | 57 409 hab. | 57 965 hab. |
| - Communauté de communes Porte des Maures (CCMPM) | 6 villes | 46 303 hab. | 46 540 hab. |

Le S.I.T.T.O.M.A.T. représente une population de 652 447 habitants auxquels il conviendrait de rajouter 85 000 équivalents habitants au titre de la population touristique.

Les populations utilisées au présent Rapport d'Orientations Budgétaires sont celles issues des derniers recensements partiels pris en compte par CITEO.

Cela représente 4260 habitants supplémentaires sur le périmètre du SITTOMAT (+0.66%), soit une progression identique à l'année dernière.

Le S.I.T.T.O.M.A.T. représente environ 60% de la population du département du Var.

Le S.I.T.T.O.M.A.T. exerce la compétence transport et traitement des résidus ménagers et déchets issus de la collecte sélective, le bas de quai des déchetteries, ainsi que la collecte sélective en apport volontaire pour certains de ses membres dans le cadre de conventions qui ont été renouvelées en 2023.

Par ailleurs, le comité syndical a délibéré le 13 novembre 2024 pour proposer à ses adhérents une évolution de ses statuts visant, d'une part à étendre la nature des missions susceptibles d'être déléguées au SITTOMAT par ses adhérents à toutes les missions liées à la gestion des déchets ménagers et assimilés dès lors qu'elles conservent un caractère « accessoire » au regard des activités globales du Syndicat, et d'autre part à permettre la valorisation économique des biens du Syndicat et de prestations pour compte de tiers constituant le complément ou l'accessoire des missions de service public du SITTOMAT et justifiant d'un intérêt public.

4.1. Evolution des résidus ménagers (OMR et refus de tri) pris en charge par Zéphire

| Résidus Ménagers traités à l'UVE (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Attérisage 2025 | Prévision 2026 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------|-------------------|
| Omr MTPM | 172 539 | 167 637 | 156 578 | 153 754 | 154 700 | 154 700 |
| Omr CASSB | 31 324 | 30 499 | 28 704 | 28 309 | 28 322 | 28 322 |
| Omr CCVG | 12 354 | 11 824 | 11 282 | 11 286 | 10 937 | 10 937 |
| Omr CCGST | 35 537 | 37 500 | 33 461 | 34 138 | 34 118 | 34 118 |
| Omr CCMPM | | | 15 917 | 20 496 | 23 913 | 23 913 |
| OMR SITTOMAT | 251 754 | 247 460 | 245 942 | 247 984 | 251 990 | 251 990 |
| Refus de tri MTPM | 2 990 | 3 183 | 3 544 | 3 072 | 3 114 | 3 160 |
| Refus de tri CASSB | 630 | 653 | 753 | 616 | 621 | 625 |
| Refus de tri CCVG | 233 | 242 | 298 | 284 | 184 | 230 |
| Refus de tri CCGST | | 3 500 | 4 257 | 3 824 | 5 760 | 4 075 |
| Refus de tri CCMPM | | | 302 | 358 | 657 | 564 |
| Refus de tri SITTOMAT | 3 853 | 7 578 | 9 154 | 8 154 | 10 336 | 8 654 |
| Total Résidus Ménagers | 255 607 | 255 038 | 255 096 | 256 138 | 262 326 | 260 644 |

La production d'OMR est relativement stable sur l'aire toulonnaise depuis 2023. Elle sera considérée, par prudence budgétaire, comme identique en 2026, même si le démarrage des collectes en PAV des biodéchets devraient contribuer à réduire les OMR en 2026 (de quelques centaines de tonnes pour commencer).

Sur la CCGST et la CCMPM, la production de déchets pris en charge par Zéphire (et donc facturée au Syndicat) dépend du dynamisme des périodes touristiques, mais aussi de la capacité de l'UVE à reprendre, une fois la saison estivale terminée, les déchets mis en balles à La Mole et à Pierrefeu.

Pour la CCMPM, rappelons que 2023 ne compte que 10 mois (adhésion au SITTOMAT au 1^{er} mars 2023) et les balles d'OMR réalisées pendant l'été ne sont reprises qu'en fin d'année puis en janvier, février, voir mars de l'année suivante. La capacité de stockage de balles autorisée est plus importante sur le site de Roumagayrol à Pierrefeu-du-Var que sur le site de Maravéou à La Môle ; la prudence incite donc à reprendre d'abord les balles de la CCGST, puis celles de la CCMPM.

2025 traduit une année de fonctionnement normal de ce point de vue. C'est pourquoi 2026 est considérée comme identique à 2025.

Concernant les refus de tri, la situation est plus contrastée :

- ⇒ En 2021, seuls les refus de tri des collectes sélectives de l'aire toulonnaise étaient traités à l'UVE ;
- ⇒ En 2022, les refus de tri du Golfe se sont ajoutés à ceux de l'aire toulonnaise, ainsi que ceux liés au passage à l'extension des consignes de tri (ECT) des emballages plastiques ;
- ⇒ En 2023, la poursuite de l'augmentation du tri lié aux ECT sur l'aire toulonnaise provoque une augmentation proportionnée des refus de tri, à laquelle s'ajoute les refus de tri de Porte des Maures
- ⇒ En 2024, les aléas de fonctionnement du centre de tri Valeor du Muy minorent les refus de tri du Golfe, situation régularisée en 2025, d'où le tonnage record de plus de 10 000 tonnes de refus de tri l'année dernière.

à conserver les mêmes tonnages d'OMR traités qu'en 2025 ;

- à revenir à un taux de refus de tri « au fil de l'eau », avec une unité de tri Valéor totalement renouvelée au Muy pour CCGST et CCMPM et des exportations des collectes sélectives de l'aire toulonnaise dans des centres de tri dont les performances de tri sont stabilisées (Jas de Rhodes, Nîmes ; un doute subsiste sur le tri simplifié des papiers cartons mélangés au centre de tri Paprec de Vitrolles quant à la quantité de refus générée par le tri simplifié qui sera mis en œuvre).

4.2. Evolution des collectes sélectives

| Collectes sélectives (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 | Evolution 2024-2025 | Evolution 2025-2026 |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|----------------------|-------------------|------------------------|------------------------|
| CS Verre | 19 281 | 19 173 | 21 931 | 22 260 | 22 168 | 22 232 | -0,41% | 0,29% |
| CS PAC AT | 18 905 | 18 627 | 17 860 | 18 610 | 19 003 | 19 570 | 2,11% | 2,98% |
| CS PLA(M) AT | 3 232 | 4 546 | 5 201 | 5 763 | 6 149 | 6 408 | 6,70% | 4,21% |
| CS Multi CCGST et CCMPM | 7 552 | 7 872 | 9 076 | 9 873 | 9 891 | 9 920 | 0,18% | 0,29% |
| CS cartons CCGST et CCMPM | 1 958 | 2 197 | 2 646 | 2 892 | 2 960 | 3 040 | 2,35% | 2,70% |
| Total CS SITTOMAT | 50 928 | 52 415 | 56 714 | 59 398 | 60 171 | 61 170 | 1,30% | 1,66% |

En 2025, comme en 2024, la collecte du verre marque le pas sur l'ensemble du SITTOMAT.

Après une baisse de plus de 4% en 2023, la collecte des papiers cartons a dépassé en 2025 son niveau de 2021 sur l'aire toulonnaise. L'augmentation des cartons reste soutenue à plus de 9 % pour les territoires de l'Est (CCGST et CCMPM).

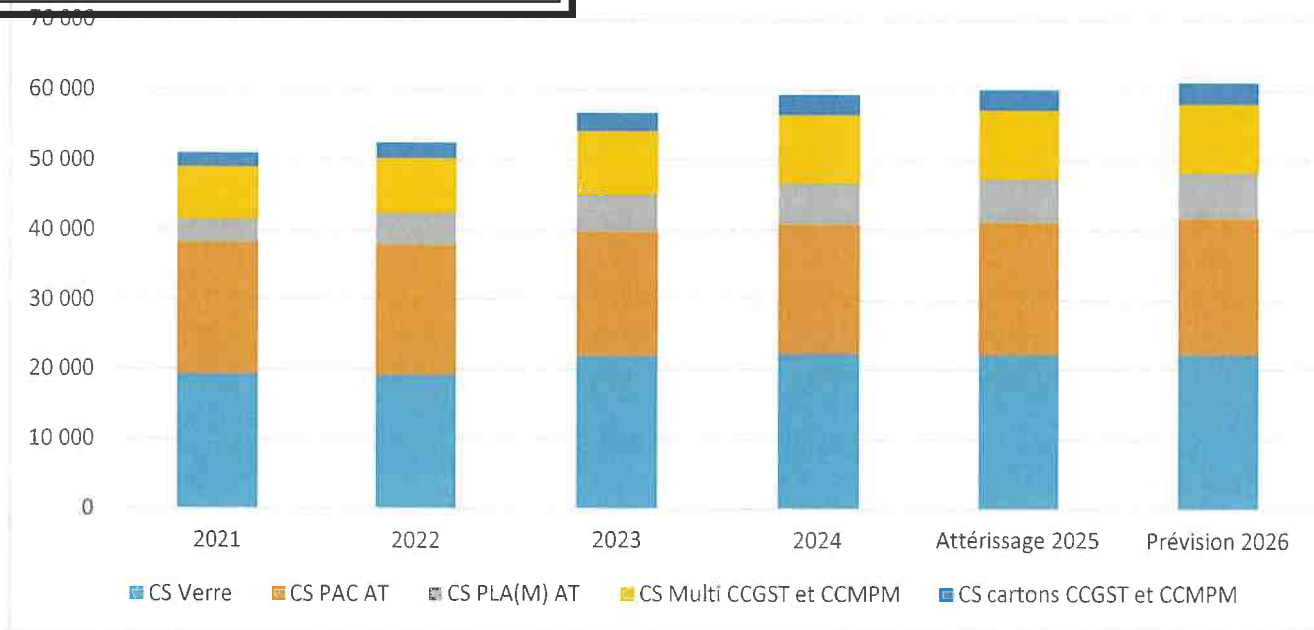
Les emballages plastiques et métalliques poursuivent leur augmentation depuis le passage aux ECT en 2022 (+6.7% par rapport à 2024). L'ECT a ainsi permis d'augmenter de plus de 90% les quantités d'emballages plastique et métalliques triés depuis 2021.

Les collectes multi matériaux de la CCGST et de la CCMPM se stabilisent.

A quelques mois de passer à la consigne de collecte multi matériaux sur l'aire toulonnaise, l'accent en matière de communication et d'incitation au tri sera mis sur le tri du verre et le respect des consignes de tri (limitation des refus de tri).

Les hypothèses 2026 s'inscrivent dans la continuité des tendances observées en 2025.

Collectes sélectives



4.3. Evolution des tonnages des déchèteries

| MTPM | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 | Evolution 2024-2025 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|-------------------|----------------|---------------------|
| Total | 77 447 | 76 481 | 74 363 | 76 773 | 83 326 | 83 326 | 8,5% |
| dont encombrants | 13 401 | 10 529 | 9 379 | 9 079 | 9 576 | 9 576 | 5,5% |

| CASSB | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 | Evolution 2024-2025 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|-------------------|----------------|---------------------|
| Total | 25 507 | 24 275 | 21 670 | 22 924 | 25 071 | 25 071 | 9,4% |
| dont encombrants | 4 204 | 4 031 | 3 506 | 3 229 | 3 548 | 3 548 | 9,9% |

| CCVG | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 | Evolution 2024-2025 |
|------------------|-------|-------|-------|-------|-------------------|----------------|---------------------|
| Total | 7 572 | 7 335 | 6 515 | 7 744 | 8 175 | 8 175 | 5,6% |
| dont encombrants | 2 176 | 1 974 | 1 838 | 1 632 | 1 639 | 1 639 | 0,4% |

| CCGST | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 | Evolution 2024-2025 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|-------------------|----------------|---------------------|
| Total | 43 929 | 44 588 | 37 862 | 36 569 | 35 592 | 35 592 | -2,7% |
| dont encombrants | 8 146 | 8 529 | 5 868 | 5 099 | 4 706 | 4 706 | -7,7% |

| CCMPM | 2023 (10 mois) | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 | Evolution 2024-2025 |
|------------------|----------------|--------|-------------------|----------------|---------------------|
| Total | 25 324 | 32 120 | 34 425 | 34 425 | 7,2% |
| dont encombrants | 8 827 | 10 266 | 12 170 | 12 170 | 18,5% |

| 083-258300953-20260211-1959-DE Reçu le 11/02/2026 | | SITTOMAT | | | | Attérissage | Prévision | Evolution | Evolution |
|--|--|----------|---------|---------|---------|-------------|-----------|-----------|-----------|
| | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2024-2025 | 2025-2026 |
| Déchèteries | | 154 455 | 152 679 | 165 734 | 176 130 | 186 590 | 186 590 | 5,9% | 0,0% |
| dont encombrants | | 27 927 | 25 063 | 29 418 | 29 304 | 31 640 | 31 640 | 8,0% | 0,0% |
| ratio encombrants /total | | 18% | 16% | 18% | 17% | 17% | 17% | | |

Les dépôts en déchèterie ont sensiblement augmenté en 2025 par rapport à 2024, à l'exception de la CCGST. Cette hausse s'explique :

- par une hausse des dépôts de végétaux comprise entre 5 et 8% sur l'aire toulonnaise
- par une explosion des quantités de bois déposées dans la benne multi REP bois, bien au-delà de la diminution de la benne mobilier, suite à la mise en place de la REP PMCB (effet de la simplification du tri par matière)
- par une hausse conséquente des dépôts de plâtre en lien également avec la nouvelle REP PMCB (prise en compte des plâtres complexe)
- par une hausse des encombrants en mélange (malgré les reports de plâtres complexe et autres déchets pris en charge par la PMCB)

Les ratios encombrants mélangés / total dépôts, qui traduisent l'importance du tri en déchèterie, restent globalement stables autour de 17%, avec néanmoins des différences : 11% pour MTPM, 14% pour la CASSB, 20% pour la CCVG, 13% pour la CCGST et 35% pour CCMPM.

Pour 2026, l'hypothèse retenue est un maintien des dépôts à l'identique de 2025.

4.4. L'ISDI de Manjastre

L'ISDI de Manjastre fait partie des sites transférés lors de l'adhésion de la CCMPM au SITTOMAT. Ainsi, le Syndicat en assure l'exploitation dans la cadre d'un marché de prestations de service renouvelé en 2024.

Ce site recueille les terres et gravats des déchèteries de la CCMPM, mais également les apports des professionnels et des communes de l'EPCI. Les dépôts y sont payants selon une grille tarifaire voté par le Syndicat en décembre 2023. Les recettes sont encaissées par la CCMPM pour le compte du SITTOMAT dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services.

En 2024, l'ISDI a réceptionné 39 612 tonnes de terres et gravats. 4077 tonnes ont été recyclées.

En 2025, ces chiffres s'établissent à 45 981 tonnes (+16 625 tonnes liées aux inondations) dont 7 467 tonnes recyclées.

4.5. Evolution des tonnages de biodéchets

Seule la CCGST a initié depuis 2019 des collectes séparées des biodéchets auprès des gros producteurs, passant de 75 tonnes en 2019 à 596 tonnes en 2025. Le déploiement progressif d'abris bacs sur l'espace public pour les biodéchets des foyers résidant en habitat collectif ou en centre-ville porte la prévision 2026 à 650 tonnes. L'objectif de collecte séparée en 2030 est de 2600 tonnes.

Le SITTOMAT met en place la logistique permettant le transport et la valorisation de ces biodéchets, pour l'instant au travers de marchés publics dont les dépenses sont refacturées à l'euro l'euro aux adhérents.

En 2026, les adhérents de l'aire toulonnaise vont démarrer des collectes séparées de biodéchets en apport volontaires au moyen d'abris bacs étanches, avec ou sans contrôle d'accès.

Les hypothèses de croissance de ce nouveau gisement, qui vient en déduction des tonnes d'OMR traitées à l'UVE, prises en compte dans la prospective sont les suivantes :

2026 : 650 tonnes
 2027 : 1900 tonnes
 2028 : 5800 tonnes
 2029 : 7100 tonnes
 2030 : 7600 tonnes

La CCMPM a engagé en 2025 une expérimentation de mise en place d'abris bacs sur une dizaine de sites, et prévoit de poursuivre l'expérimentation en 2026, avant de généraliser l'implantation de PAV. L'objectif à terme est d'environ 800 tonnes par an.

Le Syndicat a d'ores et déjà équipé en bennes compactrices étanches la déchèterie d'Evenos permettant de massifier les déchets collectés séparément auprès des ménages par la CASSB, avant de les transporter, dans le cadre du marché de transport des bennes de déchèterie, vers les exutoires de traitement désignés dans le cadre d'une procédure adaptée pour l'année 2026.

L'équipement du quai de transfert de l'Almanarre est prévu au 1^{er} semestre 2026, ainsi que celui de Lagoubran dont le marché de maîtrise d'œuvre démarre début 2026. Cela permettra de massifier les biodéchets de l'aire toulonnaise.

Pour l'aire toulonnaise, les prestataires désignés pour 2026 pour valoriser les biodéchets sont la société VALSUD à Signes et la société Azur Valorisation à Pierrefeu. Le coût de traitement est de 117 € HT la tonne, supérieur à la redevance OMR.

Le Syndicat poursuit sa recherche de site(s) et les études pour mettre en place une filière indépendante de valorisation des biodéchets avec un objectif de déposer des dossiers de demandes de subvention pour la réalisation d'une ou plusieurs plates formes de traitement d'ici la fin 2026. L'objectif poursuivi est notamment de descendre le coût de traitement à moins de 90 € HT la tonne.

4.6. Evolution des tonnages de DMA totaux

| DMA (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Attérissage 2025 | Prévision 2026 |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------------------|-------------------|
| MTPM | 277 212 | 272 436 | 258 925 | 259 910 | 267 533 | 268 001 |
| CASSB | 62 957 | 61 050 | 56 557 | 57 727 | 60 051 | 60 302 |
| CCVG | 21 950 | 21 165 | 19 860 | 19 963 | 21 243 | 21 238 |
| CCGST | 95 213 | 98 269 | 88 605 | 89 263 | 87 464 | 87 590 |
| CCMPM | | | 48 962 | 59 518 | 63 055 | 63 268 |
| SITTOMAT | 457 332 | 452 920 | 472 909 | 486 380 | 499 346 | 500 399 |
| DMA/hab | 782 | 769 | 740 | 756 | 770 | 772 |
| DMA/hab avec pop saisonnière | 695 | 684 | 664 | 679 | 681 | 682 |

AR Prefecture

| | | | | | | |
|---|---------|---------|---------|---------|----------------------|-------------------|
| 083-05800953-20260211-1959-DE Reçu DMA le 11/02/2026 (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 |
| MTPM | 277 212 | 272 436 | 258 925 | 259 583 | 267 533 | 268 001 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| OMR/hab | 397 | 382 | 353 | 346 | 345 | 345 |
| CS/hab | 63 | 65 | 63 | 65 | 66 | 67 |
| déchèteries/hab | 178 | 174 | 168 | 173 | 186 | 186 |
| DMA/hab | 637 | 621 | 584 | 584 | 597 | 598 |

| | | | | | | |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|----------------------|-------------------|
| DMA (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 |
| CASSB | 62 957 | 61 050 | 56 557 | 57 662 | 60 051 | 60 302 |

| | | | | | | |
|-----------------|------|-----|-----|-----|-----|-----|
| OMR/hab | 511 | 498 | 466 | 450 | 442 | 442 |
| CS/hab | 100 | 102 | 100 | 102 | 104 | 108 |
| déchèteries/hab | 416 | 396 | 352 | 364 | 391 | 391 |
| DMA/hab | 1028 | 996 | 918 | 916 | 937 | 941 |

| | | | | | | |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|----------------------|-------------------|
| DMA (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 |
| CCVG | 21 950 | 21 165 | 19 860 | 21 166 | 21 243 | 21 238 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| OMR/hab | 401 | 376 | 352 | 349 | 336 | 336 |
| CS/hab | 66 | 64 | 64 | 66 | 65 | 65 |
| déchèteries/hab | 246 | 233 | 203 | 239 | 251 | 251 |
| DMA/hab | 712 | 673 | 619 | 654 | 652 | 652 |

| | | | | | | |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|----------------------|-------------------|
| DMA (en tonnes) | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 |
| CCGST | 95 213 | 98 269 | 88 605 | 87 371 | 87 464 | 87 590 |

| | | | | | | |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|
| OMR/hab | 618 | 652 | 584 | 573 | 594 | 594 |
| CS/hab | 105 | 100 | 120 | 119 | 118 | 118 |
| déchèteries/hab | 764 | 775 | 661 | 632 | 620 | 620 |
| DMA/hab | 1656 | 1709 | 1547 | 1510 | 1524 | 1526 |

| | | | | |
|--------------------|-------------------|--------|-------------------|-------------------|
| DMA (en tonnes) | 2023 (10 mois) | 2024 | Atterrissage 2025 | Prévision 2026 |
| CCMPM | 48 962 | 59 518 | 63 055 | 63 268 |

| | | | | |
|-----------------|------|------|------|------|
| OMR/hab | 448 | 497 | 516 | 516 |
| CS/hab | 81 | 100 | 102 | 106 |
| déchèteries/hab | 567 | 700 | 743 | 743 |
| DMA/hab | 1096 | 1298 | 1362 | 1366 |

Globalement, la production d'OMR est stable, voire en légère diminution sur l'aire toulonnaise en 2025 par rapport à 2024.

083 Elle est en hausse sensible sur la CCGST et la CCMPM, mais les chiffres retenus sont ceux traités à l'UVE et
Reçu le 11/02/2026 non les quantités collectées. Avec l'effet tampon des mises en balles d'OMR, il est difficile de se prononcer
sur la dynamique observée

Les collectes sélectives sont globalement stables sur l'ensemble du périmètre du SITTOMAT.

Par contre, les dépôts en déchèterie ont augmenté en 2025, sauf sur la CCGST, en lien sans doute avec la REP PMCB et l'accès gratuit pour les professionnels du bâtiment qu'elle a entraîné. L'ajustement de la tarification des professionnels sur la CCGST à l'occasion de la mise en place de la nouvelle REP peut expliquer en partie le fait que les apports en déchèterie n'ont pas significativement évolué sur ce périmètre.

Pour 2026, la prudence budgétaire conduit à répartir sur les mêmes tonnages qu'en 2025, même si, pour les OMR, ceux-ci devraient diminuer à proportion que les collectes séparées de biodéchets se développeront.

5.1. Contexte financier

L'hypothèse de croissance de l'économie française en 2026 est modeste à +0.9% (+0.7% en 2025). Le taux moyen de l'inflation attendue en 2026 s'établit à 1.3% (1% en 2025).

En ce qui concerne le Syndicat, ce contexte de grande stabilité des prix et l'observation de l'évolution des indices de révision des principaux marchés (compris entre -1.92% et +1.50%), conduit à retenir pour 2026, par prudence budgétaire, une hausse de 1.5% des montants unitaires facturés et répercutés aux adhérents.

Le budget de l'Etat 2026, adopté le 2 février, intègre deux mesures qui impactent l'économie de la gestion des déchets :

1- Une nouvelle trajectoire pour la TGAP

La TGAP augmentera pour les UVE bénéficiant d'un rendement énergétique supérieur à 65% (cas de l'UVE du Syndicat) de 1€ la tonne traitée par an entre 2026 et 2023, portant celle-ci de 15 à 20 € à terme.

Rappelons que celle-ci n'était que de 3 € en 2020.

Pour l'enfouissement, la hausse est de 4 € par an, portant la TGAP de 65 € en 2025 à 85 € en 2023 (contre 24 € en 2019).

Le SITTOMAT n'est concerné que pour les tonnes détournées de l'UVE pendant les arrêts techniques et les aléas de fonctionnement et ce dans la limite de 1700 tonnes par an. La mise en balles réalisée par Zéphire depuis 2025 sur les tonnes détournées sur le site de Roumagayrol à Pierrefeu-du-Var permet en outre un retour à l'UVE pendant les périodes creuses maximisant le taux de valorisation de déchets et réduisant d'autant les tonnages enfouis.

2- Une baisse à 5.5% de la TVA pour la gestion des OMR

Le budget 2026 prévoit simultanément une baisse de 10% à 5.5% de la TVA sur les prestations concourant à la collecte et au traitement des OMR.

Cela aura pour effet de diminuer les contributions des adhérents de 4.5% sur le transport et le traitement des OMR, soit environ 4.5 € par tonne pour le traitement facturé aujourd'hui autour d'une centaine d'euros hors taxe la tonne.

Concernant le traitement des OMR et refus de tri à l'UVE, trois éléments doivent donc être pris en compte :

- ⇒ L'application, par prudence budgétaire, d'un coefficient de révision de 1.5%, soit +1.5€ par tonne ;
- ⇒ la hausse de la TGAP fixée dans le projet de budget 2026 à +1€ par tonne ;
- ⇒ la baisse significative en 2025 des prix de rachats de l'électricité vendue par l'UVE, ces prix devant en toute hypothèse ne pas augmenter à court et moyen terme : cela a pour effet de diminuer, de manière durable, l'intéressement reversé par le délégataire Zéphire, privant le Syndicat d'une recette de plus de 1 M€ par an au regard des prévisions budgétaires antérieures. Attendu à 2 M€ dans la prévision budgétaire, l'intéressement versé en 2026 au titre des recettes 2025 sera de 843 425 € (-1.15 M€).

Concernant le tri des collectes sélectives, le retard pris dans la livraison du centre de tri à La Farlède, repoussant sa mise en service industrielle à fin 2026 / début 2027, a obligé le Syndicat à relancer les marchés de réception, transport et tri des collectes sélectives de l'aire toulonnaise conclus début 2022.

Dans le contexte particulier de l'arrêt de la chaîne de tri de la société Onyx Méditerranée à La Seyne-sur-Mer, détruite par un incendie, qui traitait jusqu'à présent les papiers et cartons de la collecte sélective d'une part, et de la saturation des centres de tri en France, dont beaucoup sont ou seront en travaux ces prochains mois pour être mis au standard « flux de développement » pour la valorisation des emballages plastique d'autre part, les consultations lancées ont débouché, après négociation, sur un surcoût global de 225 000 € HT par mois, soit 2.7 M€ sur une année pleine.

5.2. Fonctionnement : rétrospectives

La rétrospective financière du fonctionnement sur les 5 dernières années s'établit comme suit :

En dépenses, celles-ci augmentent globalement depuis 2021 du fait principalement :

- D'une forte inflation au cours des années 2021 à 2023 qui s'est répercutée sur les prix des prestations au travers de l'application des formules de révision économique ou à l'occasion des renouvellements de marchés : en moyenne, les prix des marchés ont augmenté mécaniquement d'environ 10% depuis 2021 ; concernant la DSP Zéphire, le prix facturé par le délégataire a augmenté de 10,64 € entre 2021 et 2023.
- De la hausse de la TGAP qui est passée de 8 à 15 € la tonne d'OMR incinérée entre 2021 et 2025.
- De la mise en œuvre du BREF incinération sur l'UVE.
- De l'intégration de Méditerranée Porte des Maures au 1^{er} mars 2023.

Sur 2025, la hausse des dépenses par rapport à 2024 concerne plus particulièrement,

- Le Traitement des OMR, avec 4000 tonnes de plus que la prévision (dont 3500 tonnes de balles de la CCMPM) : + 350 k€ ;
- Les dépenses de déchèteries avec près de 10 000 tonnes au-delà des prévisions budgétaires, dont 2335 tonnes d'encombrant en mélange : + 700 k€ ;
- Les restitutions des recettes des éco-organismes des déchèteries : + 470 k€

En recettes,

- La contribution financière annuelle a été augmentée en 2024 pour tenir compte de l'extension du périmètre syndical (+7.8%)
- La redevance OM a été augmentée pour tenir compte des hausses liées aux révisions de prix, de la TGAP et de la mise en œuvre du BREF, passant de 82.5 € en 2021 à 100.5 € par tonne en 2025.
- La contribution d'équilibre des dépenses et recettes de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise a été titrée pour la 1^{ère} année en 2024 pour un montant de 2.06 M€ sur la base des résultats de l'exercice 2023. Pour 2024, la contribution d'équilibre de la CS, appelée en 2025, a été contenue à 1.96 M€
- Les recettes de commercialisation des produits recyclés issus des collectes sélectives de l'aire toulonnaise sont retombées en 2023 à des niveaux à peine plus élevés qu'en 2019, après les hausses spectaculaires des coûts de reprise en 2021 et surtout 2022. Elles ont été divisées par deux entre 2022 et 2023, passant de 3.4 à 1.7 M€.

A contrario, les soutiens de CITEO marquent une hausse sensible en lien avec la révision des tarifs des soutiens à la tonne triée (pour tenir compte de l'inflation) et le nouveau barème G d'une part, et l'augmentation des collectes d'emballages plastique d'autre part : ils sont passés entre 2021 (avec le passage aux extensions de consigne de tri des plastiques) et 2025 de 3.9 à 5.6 M€.

- Concernant les déchèteries, les recettes attendues dès 2025 de la nouvelle REP PMCB n'ont pas été au rendez-vous. Le nouveau portail numérique DECLAREO n'a été ouvert qu'en août 2025 pour démarrer les déclarations au titre de 2024. Au 31 décembre 2025, seuls 45 k€ d'avance ont été perçu sur les plus d'1 M€ attendus en année pleine.
- L'augmentation des coûts de vente de l'énergie produit par l'UVE à partir de 2021 a permis de dégager des recettes d'intéressement dès 2022, celles-ci dépassant les 2 M€ à partir de 2023. Les coûts de rachat de l'électricité se sont toutefois considérablement réduits en 2025, ce qui aura pour conséquence de diminuer sensiblement l'intéressement des prochaines années.

| Comptes administratifs | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Pré CA 2025 | Commentaires |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---|
| RECETTES de fonctionnement | | | | | | |
| Contribution financière annuelle (74 741) | 2 320 000 € | 2 320 000 € | 2 320 000 € | 2 500 000 € | 2 500 000 € | |
| Impôts et taxes (74 741) | 586 000 € | 472 000 € | 472 000 € | 472 000 € | 472 000 € | |
| Péréquation transports (74 8388) | 2 278 000 € | 2 443 000 € | 4 073 000 € | 3 665 000 € | 3 957 000 € | Intégration Porte des Maures en 2023 Basculement recettes ISDI Manjastre en 706888 en 2024 |
| Redevance OM Remboursement CS Golfe et Porte des Maures Remboursement déchèteries (70 611) | 34 871 000 € | 38 657 000 € | 43 977 000 € | 47 741 000 € | 48 684 000 € | Intégration Porte des Maures en 2023 Equilibre compte CS aire toulonnaise 2023 en 2024 |
| Commercialisation matière Soutiens éco-organismes (70 388, 70 6888 et 74 888) | 8 119 000 € | 8 549 000 € | 7 366 000 € | 8 545 000 € | 8 803 000 € | Intégration recettes ISDI Manjastre en 2024 Hausse soutiens CITEO à partir de 2024 |
| Autres recettes de fonctionnement (75) | 438 000 € | 656 000 € | 3 731 000 € | 4 888 000 € | 3 842 000 € | dont Intéressement UVE 2,2 M€ en 2023 / 3,7 M€ en 2024 / 2,6 M€ en 2025 |
| Total recettes de gestion courante | 48 612 000 € | 53 097 000 € | 61 939 000 € | 67 811 000 € | 68 258 000 € | |
| DEPENSES de fonctionnement | | | | | | |
| Contrats de prestations de service (011 611) | 39 198 000 € | 42 652 000 € | 49 347 000 € | 52 248 000 € | 53 776 000 € | |
| Autres charges à caractère général (011) | 3 385 000 € | 3 471 000 € | 4 157 000 € | 4 816 000 € | 5 031 000 € | dont TGAP |
| Charges de personnel (012) | 745 000 € | 686 000 € | 723 000 € | 860 000 € | 938 000 € | dont recrutements 2023 et 2024 |
| Autres charges de gestion courante (65) | 1 339 000 € | 1 801 000 € | 1 294 000 € | 1 300 000 € | 1 797 000 € | |
| Total dépenses de fonctionnement | 44 667 000 € | 48 610 000 € | 55 521 000 € | 59 224 000 € | 61 542 000 € | |
| Epargne de gestion | 3 945 000 € | 4 487 000 € | 6 418 000 € | 8 587 000 € | 6 716 000 € | |
| Résultat financier et exceptionnel | -861 000 € | 10 000 € | -662 000 € | -2 691 000 € | -1 376 000 € | Réajustement OMR et intérêts d'emprunt |
| Epargne brute | 3 084 000 € | 4 497 000 € | 5 756 000 € | 5 896 000 € | 5 340 000 € | |

5.3. Fonctionnement : orientations budgétaires

Les équilibres budgétaires 2026 dépendent :

- ⇒ D'un contexte de quasi-stagnation de l'économie et donc de relative stabilité des prix (cf. point 5.1 ci-avant),
- ⇒ Du maintien à un niveau faible des recettes de commercialisation des déchets recyclables issus du tri des collectes sélectives
- ⇒ En 2026, l'obligation de procéder à un tri simplifié d'une partie des papiers cartons de l'aire toulonnaise afin de contenir les dépenses de tri dans des installations extérieures au département (suite à la mise hors service de la chaîne de tri Onyx à la Seyne-sur-Mer), viendra de surcroît diminuer ces recettes, ainsi que le soutien CITEO associé.

Cela aura pour conséquence, tenant compte d'une mise en service industrielle du nouveau centre de tri de La Farlède fin 2026, de dégrader le bilan financier des collectes sélectives de l'aire toulonnaise de 2.7 M€, dont 1 M€ de perte de recettes de vente matière et de soutien CITEO et 1.7 M€ de dépenses de transport et de tri supplémentaires.

| Tri papier cartons - 1200 T/mois | | | coût complet Réception Transport Tri | coût 2026 | coût 2025 | dont pertes de recettes |
|---------------------------------------|--|--|--|-------------|-------------|----------------------------|
| Paprec | 90 € (220 € avec pertes recettes) | Vitrolles tri simplifié vs tri 5 flux : perte de soutien CITEO 70 € et perte de recettes commercialisation 60 € 1200 T/mois possible toute l'année | 282 € | 2 233 440 € | | 1 029 600 € |
| | 175 € | Valrena S1 2026 250 T/mois | 253 € | 379 500 € | | |
| Suez | 192 € | Jas de Rhodes 415 T/mois toute l'année | 254 € | 1 264 920 € | | |
| Valeor | 260 € | Le Muy 1200 T/mois à partir de sept 2026 | 322 € | | | |
| | | | | 3 877 860 € | 1 808 352 € | |
| Tri négoce cartons Est - 250 T/mois | | | | | | |
| Paprec | 90 € - 60 € (reprise) | plancher reprise 20 € | 30 € | | | |
| Véolia | 110 € - 93 € (reprise) | plancher reprise 50 € | 17 € | 51 000 € | -45 000 € | |
| | | | | 51 000 € | -45 000 € | |
| Tri négoce cartons Ouest - 200 T/mois | | | | | | |
| Véolia | 110 € - 93 € (reprise) | plancher reprise 50 € | 17 € | 40 800 € | -36 000 € | |
| Tri plastiques et métaux - 500 T/mois | | | | | | |
| Paprec | 395 € | Valrena 150 T/mois S1 2026 | 601 € | | | |
| | | Le Muy 500 T/mois à partir d'octobre 2026 | 567 € | | | |
| Trivaloire (Suez) | 250 € | avec prise en charge balles à Brignoles | 532 € | 3 192 000 € | 2 736 000 € | |

| | coût 2026 | coût 2025 | dont pertes de recettes |
|------------------|--------------------|--------------------|----------------------------|
| TOTAL | 7 161 660 € | 4 463 352 € | |
| 2026-2025 | 2 698 308 € | | 1 029 600 € |

⇒ De la fiscalité avec la hausse de la TGAP incinération de 1€ en 2026, celle-ci s'établissant à 16€/tonne ;

- ⇒ Des choix sur l'autofinancement pour les investissements concernant l'UVE et les quais de transfert d'une part, et le recours à l'emprunt pour les projets structurants d'autre part :
- Le centre de tri des collectes sélectives : d'un coût global aidé d'environ 40,6 M€ (impact amiante inclus), autofinancé à hauteur de 14 M€ et deux emprunts de 2,15 M€ et 24,5 M€ signé respectivement fin 2023 et fin 2024,
 - Le centre de valorisation des bio déchets : estimé à 14 M€, pour lequel des subventions et emprunts devront être recherchés.
- ⇒ L'équilibre des « comptes collectes sélectives » pour les EPCI de l'aire toulonnaise au titre de l'année 2025, nécessaire au maintien de la capacité d'investissement du Syndicat, dont le montant est comparable à celui de l'année antérieure.

5.3.1. Les charges de structure

Les charges de structure se composent

- des charges à caractère général (011) diminuées des dépenses liées aux contrats de prestations de services pour le transport et le traitement des OMR (article 611) et aux taxes et impôts (63512, 63513 et 637 pour la TGAP) ;
- des charges de personnel (012) ;
- des charges de gestion courante (65) diminuées du reversement des recettes issues des déchèteries (6558).

Après une augmentation en 2024 sous l'effet principalement de l'augmentation des primes d'assurances et de la masse salariale (recrutement d'un assistant administratif et d'un chargé de mission performances et commande publique), les charges de structure se sont stabilisées en 2025. Elles resteront contenues dans les limites de l'inflation en 2026.

La contribution financière annuelle versée par les adhérents suffit à couvrir les charges de structure. Elle ne sera pas réévaluée et s'établira pour 2026 à

2 500 000 € HT.

5.3.2. Les impôts et taxes

Celles-ci sont liées à l'UVE Zéphire et depuis 2024 au terrain du futur centre de tri de La Farlède.

Elles sont stables d'une année sur l'autre.

La contribution financière au titre des CET et impôts fonciers sera maintenue en 2026 à

472 000 € HT.

Celle-ci est fixée en fonction :

- Du prix facturé par Zéphire pour le traitement des OMR et des refus de tri de la collecte sélective, TGAP comprise ;
- Du prix facturé pour le transport et le traitement des résidus de fumées d'incinération (REFIOM) ;
- Des redevances et de l'intéressement versés par Zéphire qui permettent d'abonder l'autofinancement du Syndicat ;
- De la nécessité enfin pour le syndicat de dégager des recettes suffisantes pour autofinancer a minima les dépenses liées,
 - à l'ensemble des opérations de travaux nécessaires à la mise aux normes et l'amélioration des installations et équipements du Syndicat (UVE, quais de transfert).
 - à l'achat et à la mise en place des colonnes d'apport volontaire de tri sélectif (PAV CS),
 - à l'achat et à la distribution des composteurs individuels et lombricomposteurs, à l'achat, la mise en place et au suivi des composteurs partagés.

Une faible progression des prix des prestations facturées

Concernant les factures de Zéphire (hors TGAP) et le transport et le traitement des REFIOM, les coûts projetés pour 2026 évoluent peu par rapport à 2025.

Afin de tenir compte des hypothèses de croissance et d'inflation, une hausse modérée de 1.5% sera appliquée, par prudence budgétaire, soit **+1.5 € par rapport au tarif 2025**.

Une TGAP en hausse

Comme déjà évoqué ci-avant au 5-1, le taux de TGAP n'est pas encore connu pour 2026. Il est pris en hypothèse à 16 € par tonne valorisée, soit **+1 € par rapport au taux 2025**.

Cette augmentation sera répercutée intégralement sur la redevance OMR.

Des recettes d'intéressement durablement en deçà de la prévision qui menacent la PPI

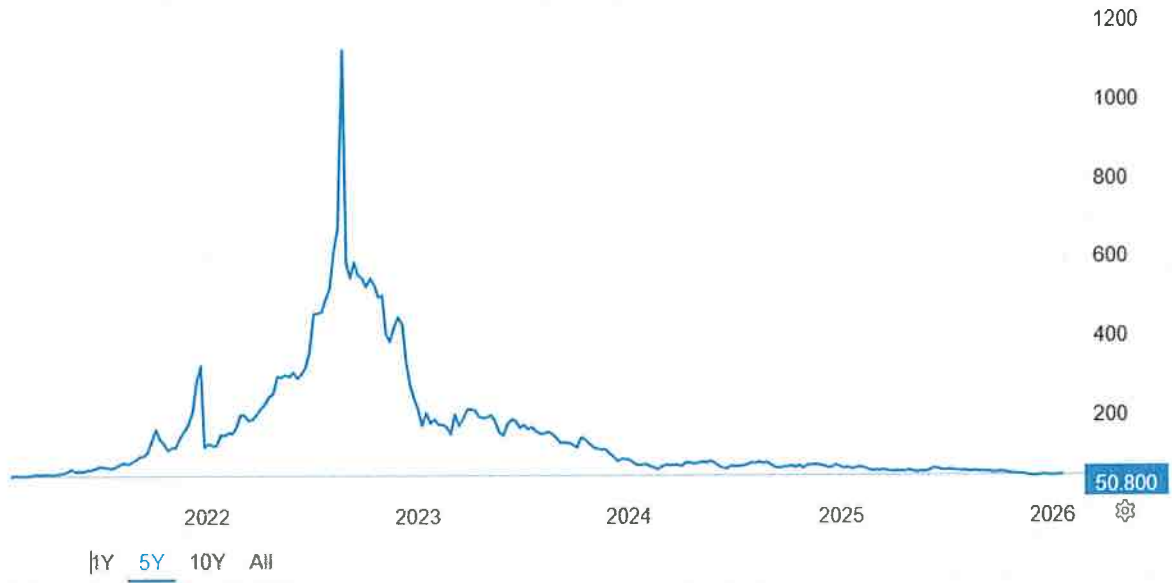
Les recettes d'intéressement prévues dans la DSP de l'UVE connaissent depuis 2022 un niveau important du fait de l'augmentation des tarifs de l'énergie. Elles comprennent également les droits d'usage versés par le délégataire au Syndicat pour chaque tonne tierce traitée à l'UVE au-delà des 5000 tonnes consacrées aux DASRI. Alors que l'intéressement ne représentait que quelques centaines de milliers d'euros jusqu'en 2021, il est passé de 2.2 M€ en 2023 (au titre de l'année 2022), à 3.8 M€ en 2024 (au titre de l'année 2023). Pour 2025, l'intéressement est redescendu à 2,6 M€, les prix de revente de l'électricité sur le marché libre ayant sensiblement baissés en 2024.

En 2025, contrairement à l'analyse des professionnels de l'énergie qui tablaient fin 2024 sur une baisse modérée des tarifs de l'électricité, les prix de rachat de l'électricité ont fortement diminué revenant à un niveau à peine plus élevé qu'avant la crise énergétique.

Ainsi, en 2026, l'intéressement qui sera versé par Zéphire au Syndicat ne sera que de 843 425 € dont 192 191 € (contre 1 552 422 € en 2025) de recettes de vente d'électricité. L'intéressement lié à la vente de chaleur est stable à un peu moins de 300 k€, le reste de l'intéressement correspondant au droit d'usage pour les tonnes tierces dont le montant varie à la marge en fonction du vide de four de l'UVE.

Les prévisionnistes n'envisagent pas que les tarifs de rachat de l'électricité augmentent ces prochaines années.

France Electricity Spot Prices (EUR/MWh) 50.800 -0.720 (-1.40%)



Graphique EEX (baseload)

EEX Baseload EEX Peakload



Baromètre marché

Electricité (EEX)



Cal-Année : Baseload / Peakload

Cal-2027 : 50.8 € / 54.4 €

Cal-2028 : 51.45 € / 56.84 €

Cal-2029 : 53.05 € / 61.6 €

Les dernières valeurs EEX Baseload datent du 23/01/2026

Les dernières valeurs EEX Peakload datent du 23/01/2026

Cela se traduit par une perte de recettes durables de plus de 1 M€ par an par rapport à la prospective financière du Syndicat intégrant un ambitieux programme pluriannuel d'investissements.

Or, ainsi que le montre les tableaux ci-après, les investissements en cours et programmés dans la PPI génèrent des intérêts d'emprunt et des dotations aux amortissements qui croissent progressivement pour passer de 2.3 M€ en 2025 à plus de 6 M€ à partir de 2028.

Dans la prospective initiale (avec un intéressement à 2 M€), l'épargne de gestion est juste suffisante pour limiter le déficit de l'exercice et permettre à l'excédent des résultats antérieurs de maintenir un résultat de fonctionnement positif, lequel connaît son plus bas à 750 k€ en 2032.

Avec Intéressement Zéphire de 2 M€/an

| | A | P | Q | R | S | T | U | V | W |
|-----|---|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 268 | FONCTIONNEMENT | 2025 | Prev 2026 | Prev 2027 | Prev 2028 | Prev 2029 | Prev 2030 | Prev 2031 | Prev 2032 |
| 269 | RECETTES DE GESTION COURANTES | 68 260K€ | 67 975K€ | 68 388K€ | 68 772K€ | 70 382K€ | 72 263K€ | 73 793K€ | 75 355K€ |
| 270 | 70 produits des services | 51 872K€ | 52 679K€ | 52 875K€ | 53 251K€ | 54 710K€ | 56 039K€ | 57 415K€ | 58 819K€ |
| 271 | 74 Dotations et participations | 12 543K€ | 12 506K€ | 12 972K€ | 12 980K€ | 13 131K€ | 13 683K€ | 13 838K€ | 13 995K€ |
| 272 | 75 Autres produits de gestion courante | 3 842K€ | 2 789K€ | 2 539K€ | 2 539K€ | 2 539K€ | 2 539K€ | 2 539K€ | 2 539K€ |
| 273 | 013 Atténuations de charges | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ |
| 274 | DEPENSES DE GESTION | 61 543K€ | 64 754K€ | 62 557K€ | 63 801K€ | 65 101K€ | 66 322K€ | 67 897K€ | 69 361K€ |
| 275 | 011 Charges à caractère général | 58 807K€ | 61 598K€ | 59 610K€ | 60 797K€ | 62 037K€ | 63 198K€ | 64 711K€ | 66 111K€ |
| 276 | 012 Charges de personnel | 938K€ | 966K€ | 995K€ | 1 025K€ | 1 056K€ | 1 087K€ | 1 120K€ | 1 153K€ |
| 277 | 65 Charges de gestion courante | 1 797K€ | 2 190K€ | 1 952K€ | 1 979K€ | 2 008K€ | 2 037K€ | 2 067K€ | 2 096K€ |
| 278 | 014 Atténuation de produits | | | | | | | | |
| 279 | EPARGNE DE GESTION | 6 717K€ | 3 221K€ | 5 831K€ | 4 971K€ | 5 281K€ | 5 940K€ | 5 896K€ | 5 994K€ |
| 280 | Remboursement intérêts d'emprunt | -79K€ | -333K€ | -651K€ | -1 240K€ | -1 416K€ | -1 359K€ | -1 301K€ | -1 242K€ |
| 281 | Resultat exceptionnel | -1 297K€ | -500K€ | | | | | | |
| 282 | EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles) | 5 341K€ | 2 388K€ | 5 180K€ | 3 731K€ | 3 865K€ | 4 582K€ | 4 595K€ | 4 752K€ |
| 283 | Dotations aux amortissements | -2 190K€ | -2 540K€ | -4 436K€ | -4 769K€ | -4 829K€ | -4 786K€ | -4 765K€ | -4 777K€ |
| 284 | RESULTAT DE L'EXERCICE | 3 151K€ | -257K€ | 639K€ | -1 038K€ | -964K€ | -204K€ | -169K€ | -25K€ |
| 285 | Affectation resultat anterieur | 10 199K€ | 10 339K€ | 3 517K€ | 3 144K€ | 2 106K€ | 1 142K€ | 938K€ | 768K€ |
| 286 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (Clôture) | 13 350K€ | 10 082K€ | 4 156K€ | 2 106K€ | 1 142K€ | 938K€ | 768K€ | 743K€ |

AR Prefecture

083-258300953-20260211-1959-DE
Reçu le 11/02/2026

Avec un intéressement diminué de 1.15 M€ par an, le résultat de fonctionnement est négatif dès 2028 et ce malgré une réduction de moitié en 2026 des investissements non indispensables (dites « accessoires », PAV et composteurs).

Avec Intéressement Zéphire de 850 K€/an

| | A | P | Q | R | S | T | U | V | W |
|-----|---|----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 268 | FONCTIONNEMENT | 2025 | Prev. 2026 | Prev 2027 | Prev 2028 | Prev 2029 | Prev 2030 | Prev 2031 | Prev 2032 |
| 269 | RECETTES DE GESTION COURANTES | 68 260K€ | 66 560K€ | 66 718K€ | 66 845K€ | 68 188K€ | 69 794K€ | 71 037K€ | 72 303K€ |
| 270 | 70 produits des services | 51 872K€ | 52 420K€ | 52 354K€ | 52 473K€ | 53 667K€ | 54 720K€ | 55 808K€ | 56 917K€ |
| 271 | 74 Dotations et participations | 12 543K€ | 12 506K€ | 12 972K€ | 12 980K€ | 13 131K€ | 13 683K€ | 13 838K€ | 13 995K€ |
| 272 | 75 Autres produits de gestion courante | 3 842K€ | 1 632K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ |
| 273 | 013 Atténuations de charges | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ |
| 274 | DEPENSES DE GESTION | 61 543K€ | 64 489K€ | 62 027K€ | 63 007K€ | 64 042K€ | 65 000K€ | 66 310K€ | 67 509K€ |
| 275 | 011 Charges à caractère général | 58 807K€ | 61 333K€ | 59 080K€ | 60 003K€ | 60 979K€ | 61 875K€ | 63 123K€ | 64 259K€ |
| 276 | 012 Charges de personnel | 938K€ | 966K€ | 995K€ | 1 025K€ | 1 056K€ | 1 087K€ | 1 120K€ | 1 153K€ |
| 277 | 65 Charges de gestion courante | 1 797K€ | 2 190K€ | 1 952K€ | 1 979K€ | 2 008K€ | 2 037K€ | 2 067K€ | 2 096K€ |
| 278 | 014 Atténuation de produits | | | | | | | | |
| 279 | EPARGNE DE GESTION | 6 717K€ | 2 071K€ | 4 691K€ | 3 838K€ | 4 146K€ | 4 794K€ | 4 727K€ | 4 794K€ |
| 280 | 66 Resultat financier | -79K€ | -333K€ | -651K€ | -1 240K€ | -1 416K€ | -1 359K€ | -1 301K€ | -1 242K€ |
| 281 | Resultat exceptionnel | -1 297K€ | -500K€ | | | | | | |
| 282 | EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles) | 5 341K€ | 1 238K€ | 4 040K€ | 2 598K€ | 2 730K€ | 3 435K€ | 3 426K€ | 3 552K€ |
| 283 | Opération d'ordre | -2 190K€ | -2 540K€ | -4 436K€ | -4 769K€ | -4 829K€ | -4 786K€ | -4 765K€ | -4 777K€ |
| 284 | RESULTAT DE L'EXERCICE | 3 151K€ | -1 407K€ | -502K€ | -2 171K€ | -2 099K€ | -1 350K€ | -1 339K€ | -1 226K€ |
| 285 | Affectation resultat anterior | 10 199K€ | 10 339K€ | 2 367K€ | 853K€ | -1 318K€ | -3 417K€ | -4 767K€ | -6 106K€ |
| 286 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (Cloture) | 13 350K€ | 8 932K€ | 1 865K€ | -1 318K€ | -3 417K€ | -4 767K€ | -6 106K€ | -7 332K€ |

L'arrêt dès 2026 de toutes réalisations « accessoires » (PAV et composteurs) n'a d'effet que jusqu'en 2028 car une fois passés les gros investissements et liquidé l'excédent, l'épargne de gestion demeure insuffisante pour couvrir les intérêts d'emprunt et les dotations aux amortissements.

Avec intéressement Zéphire de 850 k€/an et arrêt des investissements non indispensables

| | A | P | Q | R | S | T | U | V | W |
|-----|---|----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 268 | FONCTIONNEMENT | 2025 | Prev. 2026 | Prev 2027 | Prev 2028 | Prev 2029 | Prev 2030 | Prev 2031 | Prev 2032 |
| 269 | RECETTES DE GESTION COURANTES | 68 260K€ | 66 560K€ | 66 718K€ | 66 845K€ | 68 188K€ | 69 794K€ | 71 037K€ | 72 303K€ |
| 270 | 70 produits des services | 51 872K€ | 52 420K€ | 52 354K€ | 52 473K€ | 53 667K€ | 54 720K€ | 55 808K€ | 56 917K€ |
| 271 | 74 Dotations et participations | 12 543K€ | 12 506K€ | 12 972K€ | 12 980K€ | 13 131K€ | 13 683K€ | 13 838K€ | 13 995K€ |
| 272 | 75 Autres produits de gestion courante | 3 842K€ | 1 632K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ | 1 389K€ |
| 273 | 013 Atténuations de charges | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ |
| 274 | DEPENSES DE GESTION | 61 543K€ | 64 489K€ | 62 027K€ | 63 007K€ | 64 042K€ | 65 000K€ | 66 310K€ | 67 509K€ |
| 275 | 011 Charges à caractère général | 58 807K€ | 61 333K€ | 59 080K€ | 60 003K€ | 60 979K€ | 61 875K€ | 63 123K€ | 64 259K€ |
| 276 | 012 Charges de personnel | 938K€ | 966K€ | 995K€ | 1 025K€ | 1 056K€ | 1 087K€ | 1 120K€ | 1 153K€ |
| 277 | 65 Charges de gestion courante | 1 797K€ | 2 190K€ | 1 952K€ | 1 979K€ | 2 008K€ | 2 037K€ | 2 067K€ | 2 096K€ |
| 278 | 014 Atténuation de produits | | | | | | | | |
| 279 | EPARGNE DE GESTION | 6 717K€ | 2 071K€ | 4 691K€ | 3 838K€ | 4 146K€ | 4 794K€ | 4 727K€ | 4 794K€ |
| 280 | 66 Resultat financier | -79K€ | -333K€ | -651K€ | -1 240K€ | -1 416K€ | -1 359K€ | -1 301K€ | -1 242K€ |
| 281 | Resultat exceptionnel | -1 297K€ | -500K€ | | | | | | |
| 282 | EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles) | 5 341K€ | 1 238K€ | 4 040K€ | 2 598K€ | 2 730K€ | 3 435K€ | 3 426K€ | 3 552K€ |
| 283 | Opération d'ordre | -2 190K€ | -2 540K€ | -4 436K€ | -4 769K€ | -4 829K€ | -4 786K€ | -4 765K€ | -4 777K€ |
| 284 | RESULTAT DE L'EXERCICE | 3 151K€ | -1 407K€ | -502K€ | -2 171K€ | -2 099K€ | -1 350K€ | -1 339K€ | -1 226K€ |
| 285 | Affectation resultat anterior | 10 199K€ | 10 339K€ | 2 385K€ | 1 883K€ | -288K€ | -2 387K€ | -3 737K€ | -5 076K€ |
| 286 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (Cloture) | 13 350K€ | 8 932K€ | 1 883K€ | -288K€ | -2 387K€ | -3 737K€ | -5 076K€ | -6 301K€ |

Ainsi, la mise en œuvre de la PPI nécessite, pour maintenir un résultat de fonctionnement positif, de compenser la perte d'intéressement de Zéphire de 1.15 M€ par an dès 2026, car le report en 2027 de la compensation ne permet pas de garantir l'équilibre de la section de fonctionnement à terme.

Avec intéressement Zéphire de 850 K€/an et augmentation tarif OMR de +4.6 €/tonne à partir de 2027

| | A | P | Q | R | S | T | U | V | W |
|-----|--|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 268 | FUNCTIONNEMENT | 2025 | Prev 2026 | Prev 2027 | Prev 2028 | Prev 2029 | Prev 2030 | Prev 2031 | Prev 2032 |
| 269 | RECETTES DE GESTION COURANTES | 68 260K€ | 66 559K€ | 68 065K€ | 68 187K€ | 69 538K€ | 71 157K€ | 72 151K€ | 73 159K€ |
| 270 | 70 produits des services | 51 872K€ | 52 420K€ | 53 552K€ | 53 665K€ | 54 867K€ | 55 933K€ | 56 772K€ | 57 624K€ |
| 271 | 74 Dotations et participations | 12 543K€ | 12 506K€ | 12 972K€ | 12 980K€ | 13 131K€ | 13 683K€ | 13 838K€ | 13 995K€ |
| 272 | 75 Autres produits de gestion courante | 3 842K€ | 1 632K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ |
| 273 | 013 Atténuations de charges | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ |
| 274 | DEPENSES DE GESTION | 61 543K€ | 64 489K€ | 62 027K€ | 63 007K€ | 64 042K€ | 65 000K€ | 66 045K€ | 66 980K€ |
| 275 | 011 Charges à caractère général | 58 807K€ | 61 333K€ | 59 080K€ | 60 003K€ | 60 979K€ | 61 875K€ | 62 859K€ | 63 730K€ |
| 276 | 012 Charges de personnel | 938K€ | 966K€ | 995K€ | 1 025K€ | 1 056K€ | 1 087K€ | 1 120K€ | 1 153K€ |
| 277 | 65 Charges de gestion courante | 1 797K€ | 2 190K€ | 1 952K€ | 1 979K€ | 2 008K€ | 2 037K€ | 2 067K€ | 2 096K€ |
| 278 | 014 Atténuation de produits | | | | | | | | |
| 279 | EPARGNE DE GESTION | 6 717K€ | 2 071K€ | 6 038K€ | 5 180K€ | 5 496K€ | 6 157K€ | 6 105K€ | 6 180K€ |
| 280 | Remboursement Intérêt d'emprunt | -79K€ | -333K€ | -591K€ | -1 182K€ | -1 360K€ | -1 306K€ | -1 250K€ | -1 194K€ |
| 281 | Resultat exceptionnel | -1 297K€ | -500K€ | | | | | | |
| 282 | EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles) | 5 341K€ | 1 238K€ | 5 448K€ | 3 998K€ | 4 136K€ | 4 852K€ | 4 855K€ | 4 985K€ |
| 283 | Dotation aux amortissement | -2 190K€ | -2 540K€ | -4 260K€ | -4 580K€ | -4 640K€ | -4 596K€ | -4 575K€ | -4 588K€ |
| 284 | RESULTAT DE L'EXERCICE | 3 151K€ | -1 407K€ | 1 083K€ | -582K€ | -504K€ | 256K€ | 280K€ | 398K€ |
| 285 | Affectation resultat antérieur | 10 199K€ | 10 339K€ | 366K€ | 335K€ | -247K€ | -751K€ | -495K€ | -215K€ |
| 286 | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (Clôture) | 13 350K€ | 8 932K€ | 1 449K€ | -247K€ | -751K€ | -495K€ | -215K€ | 183K€ |

Le tarif de la redevance OMR doit donc être augmenté en 2026 :

- du montant lié à l'inflation : 1.5% qui représente + 1.5 €,
- du montant de l'augmentation de la TGAP à + 1 €,
- du montant de la diminution des recettes d'intéressement de l'UVE : 1.15 M€ /an, soit +4.6 €

La redevance OMR 2026 s'établira ainsi à :
 $100.5 + 1.5 + 1 + 4.6 = 107,6 \text{ € HT la tonne}$

La baisse de la TVA de 10% à 5.5% pour la gestion des OMR, qui s'appliquera à partir du 1^{er} mars 2026 aura toutefois pour effet de limiter la hausse de la contribution des adhérents, appelée TTC, puisque celle-ci passera de $100.5 + 10\% = 110.55 \text{ € TTC}$ à $107.6 + 5.5\% = 113.52 \text{ € TTC}$

Soit une hausse de 2.97 € TTC par tonne quand les prévisions budgétaires initiales des adhérents simulaient un tarif à $100.5 \text{ €} + 1 \text{ € TGAP} = 101.5 \text{ € HT} + 10\% = 111.65 \text{ € TTC}$.

Ainsi le tarif proposé augmente de 1.87 € par tonne le coût de traitement des OMR facturé aux adhérents.

5.3.4. Le montant et l'utilisation de l'autofinancement du Syndicat.

L'observation de l'évolution de l'autofinancement du Syndicat en lien avec la facturation du traitement des OMR et refus de tri des collectes sélectives **sur la période 2023 – 2026 (cf. tableaux ci-après)** met en perspective un autofinancement cumulé prévisionnel de 22,5 M€ HT répartis comme suit :

- L'achat et la mise en place de PAVCS pour un montant sur de près de 4,7 M€ HT sur 4 ans ; en 2026, la baisse de l'intéressement versé par le délégataire de l'UVE au titre des recettes de vente d'électricité oblige à revoir fortement à la baisse les montants consacrés à ses achats. Sur l'aire toulonnaise, seuls seront réalisés les derniers projets éligibles à l'appel à projet CITEO 2024, ainsi que les remplacements de colonnes vétustes strictement nécessaires. Par ailleurs de nouvelles sondes de remplissage devront être achetées pour remplacer les sondes hors service sorties de la garantie quadriennale et en prévision d'un arrêt de la 3G en 2028. L'ensemble du parc de sondes (3500 unités) devra être renouvelé à l'horizon des 3 prochaines années pour un montant global d'environ 500 k€.
- Les dépenses d'investissements consacrées à la CCGST et à la CCMPM sont également réduites, mais dans de moindres proportions, respectivement à 120 et 85 k€ HT.
- La prévention, dont principalement l'achat et la distribution de composteurs individuels (campagne massive de distribution en porte à porte en 2023 et 2024), et de manière plus accessoire, la mise à disposition de lombricomposteurs et la mise en place de composteurs partagés ; Les montants inscrits comportent également la part « prévention » estimée à 20% des interventions des ambassadeurs du tri du Syndicat.
- La caractérisation des OMR hiver et été 2024/2025 ;
- L'investissement concernant la mise aux normes et l'amélioration de l'UVE, en particulier les travaux du BREF ;
- L'ensemble des travaux concernant les quais de transfert pour un montant de 3.6 M€ HT
- L'achat des bennes, compacteurs, panneaux et armoires des déchèteries pour près de 2.2 M€ HT comprenant le rachat à leur valeur nette comptable de l'ensemble des bennes des déchèteries de l'aire toulonnaise pour un montant de 1.76 M€ HT, ainsi que 3 compacteurs à biodéchets pour le démarrage des collectes séparées des biodéchets par les adhérents du SITTOMAT ;
- La démolition des bâtiments du terrain du centre de tri des collectes sélectives à La Farlède pour 450 000 € en 2024 ; cet autofinancement complète celui issu des excédents du Syndicat qui ont permis l'achat du terrain et le démarrage de l'opération en 2022-2023 pour un montant d'environ 8.2 M€ ; Il est nécessaire, comme justifié ci-après (*« l'autofinancement du centre de tri des collectes sélectives »*), de mobiliser 5.35 M€ d'autofinancement supplémentaire en 2026 pour équilibrer l'opération.

| Financement de centre de tri des collectes sélectives | en M€ HT |
|---|----------|
| Coût complet | 46,79 |
| Subventions | 6,15 |
| Coût aidé | 40,64 |
| Emprunts | 26,65 |
| Autofinancement historique | 8,19 |
| Autofinancement complémentaire | 5,80 |

Dépenses HT 2023-2026

| | |
|-------------------------------------|------------------------|
| PAV CS | 4 681 425,42 € |
| Prévention | 2 939 775,48 € |
| Caractérisations OMR | 280 000,00 € |
| UVE | 3 224 026,06 € |
| <i>dont BREF (en amortissement)</i> | <i>2 289 529,06 €</i> |
| QT Solliès | 840 000,00 € |
| QT Almanarre | 97 000,00 € |
| QT Manjastre | 1 233 225,00 € |
| QT La Mole | 144 944,00 € |
| QT Lagoubran | 1 350 000,00 € |
| Achat bennes et compacteurs | 2 238 641,00 € |
| Démol La Farlède | 450 000,00 € |
| Equilibre centre de tri | 5 350 000,00 € |
| TOTAL dépenses | 22 829 036,96 € |

L'autofinancement du centre de tri des collectes sélectives

Le centre de tri de La Farlède présente un coût global d'environ 45,2 M€ (autorisation de programme 2025). Il a reçu 6.2 M€ de subventions (fond friches, Région, Ademe, Citeo). L'impact de la découverte d'amiante est à ce jour d'environ 1 M€ et une marge pour aléa de 0.6 M€ subsiste.

Ainsi, le projet présente un coût aidé aujourd'hui de 40,64 M€.

Il a fait l'objet de 2 emprunts de 2.15 M€ (Banque Postale fin 2023) et 24.5 M€ (Banque des Territoires fin 2024), soit 26.65 M€.

Le reste à financer s'établit donc autour de 14 M€.

Une première partie de l'autofinancement s'est déployée entre 2022 et 2024 par l'utilisation de l'excédent cumulé du Syndicat au cours des années antérieures :

- Etudes d'ingénierie et achat du terrain (2022-2023) : 8,19 M€
- Travaux de démolition (2024) : 0,45 M€

Il reste à mobiliser au titre de l'autofinancement un montant de $14 - 8,2 - 0,45 = 5,35$ M€

- ⇒ par l'utilisation de l'excédent résiduel à fin 2025 : 13,4 M€ (dont 12 M€ de mobilisation de l'emprunt banque des territoires), soit 1.4 M€
- ⇒ par une partie de l'autofinancement dégagée en 2026, arrêté à 3.9 M€.

Montant et utilisation de l'autofinancement

| Coût HT/t | | Réalisé 2023 | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| 76,87 € | 8,57 € | 94,50 € | | 15,47 € |
| 20 559 158,15 € | 2 149 000,00 € | 24 356 902,50 € | 2 632 618,00 € | 4 281 362,35 € |

| | |
|------------------------|----------------|
| Dt PAV | 719 001,42 € |
| Dt Prévention | 1 519 792,38 € |
| Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 569 616,45 € |
| Dt démol La Farlède | reporté à 2024 |
| Dt rénov QT Solliès | reporté à 2024 |
| solde | 1 472 952,10 € |

| Coût HT/t | | Réalisé 2024 | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| 81,71 € | 7,66 € | 99,50 € | | 26,67 € |
| 20 929 000,00 € | 1 963 096,00 € | 25 485 631,50 € | 4 238 248,00 € | 6 831 783,50 € |

| | |
|---|----------------|
| Dt PAV | 1 529 424,00 € |
| Dt Prévention | 1 190 545,10 € |
| Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 566 062,77 € |
| Dt FOB 35 UVE | reporté à 2025 |
| Dt OTNOC UVE | 300 000,00 € |
| Dt démol La Farlède | 450 000,00 € |
| Dt rénov QT Solliès | 840 000,00 € |
| Dt achat bennes (rachat Ecorecept reporté à 2025) | 123 813,00 € |
| solde | 1 831 938,63 € |

| Coût HT/t | | Réalisé 2025 | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| 81,81 € | 7,75 € | 100,50 € | | 22,91 € |
| 21 479 000,00 € | 2 034 000,00 € | 26 320 000,00 € | 3 207 000,00 € | 6 014 000,00 € |

| | |
|--------------------------------|----------------|
| Dt PAV | 1 663 000,00 € |
| Dt Prévention | 111 094,00 € |
| Dt caractérisation OMR | 280 000,00 € |
| Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 580 239,92 € |
| Dt UVE autres | 484 497,00 € |
| Dt QT Almanarre | 11 000,00 € |
| Dt QT Manjastre | 206 225,00 € |
| Dt QT La Mole | 134 944,00 € |
| Dt achat bennes et compacteurs | 1 914 828,00 € |
| solde | 628 172,08 € |

| Coût HT/t | | Prévisionnel 2026 | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| 83,50 € | 7,85 € | 107,50 € | | 21,97 € |
| 21 869 000,00 € | 2 061 033,20 € | 28 180 655,20 € | 1 452 675,00 € | 5 703 297,00 € |

| | |
|--------------------------------|-----------------|
| Dt PAV | 770 000,00 € |
| Dt Prévention | 118 344,00 € |
| Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 573 609,92 € |
| Dt UVE autres | 150 000,00 € |
| Dt QT Almanarre | 86 000,00 € |
| Dt QT Manjastre | 1 027 000,00 € |
| Dt QT La Mole | 10 000,00 € |
| Dt QT Lagoubran | 1 350 000,00 € |
| Dt achat bennes et compacteurs | 200 000,00 € |
| Dt centre de tri | 5 350 000,00 € |
| solde | -3 931 656,92 € |

| | |
|----------------------------------|------------------------|
| Autofinancement 2023-2026 | 22 830 442,85 € |
| Dépenses 2023-2026 | 22 829 036,96 € |
| solde 2023-2026 | 1 405,89 € |

5.3.5. La répartition par adhérent du Syndicat des dépenses « accessoires » autofinancées par la redevance

OM

En dehors des dépenses qui participent de la création ou de l'amélioration des outils communs à l'ensemble des adhérents (UVE, centre de tri, quais de transfert) pour lesquelles les adhérents du Syndicat sont solidaires, les dépenses autofinancées se doivent d'être proches de la contribution que chaque adhérent verse au Syndicat au travers de la redevance OM.

Elles correspondent à des achats ou prestations que le SITTOMAT réalisent au titre des missions qu'il exerce, « de manière accessoire », conformément à l'article 2 d) de ses statuts.

Elles concernent les achats et pose de PAV de collecte sélective, les achats, distribution et installation de composteurs individuels et collectifs, la partie des dépenses de communication ne relevant pas strictement de la sensibilisation au tri des déchets (campagne de promotion du compostage, ainsi qu'une part du discours des ambassadeurs du tri portant sur la prévention des déchets estimée à 20%).

Lors du DOB 2025, il a été décidé de procéder en 2025 à un ré équilibrage de ces dépenses en faveur de la Métropole de Toulon, celle-ci ayant bénéficié, au cours des deux exercices précédents, d'un autofinancement proportionnellement inférieur à celui des autres adhérents.

Répartition des dépenses d'investissement et de fonctionnement autofinancées par EPCI

| Prévisionnel 2025 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | CCGST | | CCMPM | | TOTAL |
|-----------------------------|---------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|---------|
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | en € HT |
| en tonnes d'OMR et refus CS | 352 382 | | 28 779 | | 13 099 | | 39 806 | | 25 492 | | 262 552 |

| Prévisions 2025 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | CCGST | | CCMPM | | TOTAL |
|---|----------------|---------------|--------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | en € HT |
| Composteurs individuels achat | 65 | 3 708,90 € | 176 | 10 042,56 € | 0 | 0,00 € | 176 | 10 042,56 € | 0 | 0,00 € | 23 794,02 € |
| Composteurs individuels distribution | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0,00 € |
| Composteurs collectifs achat | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 5 | 5 887,30 € | 0 | 0 | 5 887,30 € |
| Composteurs collectifs suivi | 5 | 14 099,00 € | 1 | 2 500,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0 | 16 599,00 € |
| Composteurs collectifs visites | 15 | 1 800,00 € | 3 | 360,00 € | 1 | 120,00 € | 0 | 0,00 € | 1 | 120 | 2 400,00 € |
| Lombricomposteurs | 104 | 8 008,00 € | 12 | 924,00 € | 5 | 385,00 € | 0 | 0,00 € | 2 | 154 | 9 471,00 € |
| Communication Prévention - campagne | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0,00 € |
| Communication Prévention - ADT | 284 | 33 568,80 € | 81 | 11 342,20 € | 25 | 2 832,40 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 47 743,40 € |
| Mission préparation passage au multi matériaux (soutien CITEO déduit) | 97 | 23 856,00 € | 163 | 36 307,00 € | 42 | 9 877,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 70 040,00 € |
| Communication Prévention & déchèterie Web Com. Manag. | 86 | 4 276,75 € | 12 | 612,12 € | 6 | 311,14 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 5 200,01 € |
| Decheterie panneaux et pose | 32 | 11 213,04 € | | | | | | | | | 11 213,04 € |
| pose de sonde nouvelle colonne | 210 | 35 500,00 € | 5 | 750,00 € | 5 | 750,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 37 000,00 € |
| PAV - fourniture Aérienne | 117 | 222 672,67 € | 2 | 4 334,98 € | 2 | 4 334,98 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 231 342,63 € |
| PAV - fourniture et pose (ENT et SE) RAR 2024 | 19 | 155 922,64 € | 6 | 43 923,90 € | 0 | 0,00 € | 3 | 20 552,49 € | 0 | 0,00 € | 220 399,03 € |
| PAV - fourniture et pose (ENT et SE) payé 2025 | 73 | 880 000,00 € | 6 | 43 944,22 € | 2 | 9 658,48 € | 19 | 144 650,51 € | 9 | 112 713,36 € | 1 190 966,57 € |
| PAV - soutien CITEO AAP collecte | | -117 880,00 € | | -4 500,00 € | | -6 600,00 € | | | | | |
| PAV - fourniture et pose (ENT et SE) RAR 2025 (non comptabilisé) | | | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 9 977,58 € | 0 | 20 281,60 € | 30 259,18 € |
| TOTAL 2025 | | | | | | | | | | | |
| Total | 1 276 745,80 € | | 150 540,98 € | | 21 669,00 € | | 165 203,00 € | | 112 987,36 € | | 1 727 146,14 € |
| en % réel | 73,92% | | 8,72% | | 1,25% | | 9,57% | | 6,54% | | 100,00% |
| en % théorique | 59,94% | | 10,96% | | 4,23% | | 15,16% | | 9,71% | | 100,00% |

La prévision d'atterrissage ci-avant de l'année 2025 a permis d'atteindre l'objectif de ré équilibrage fixé.

Pour 2026,

- ⇒ les éléments d'économie sur la réalisation des PAV de tri en lien avec les surcoûts de la collecte sélective ont été traduits, avec un maximum de 772 k€ de réalisation ;
- ⇒ les dépenses de préparation du passage au mode de collecte « multi matériaux » pour l'aire toulonnaise en 2027 ont été intégrés, diminué des 80% de soutien CITEO attendu dans le cadre de l'appel à projet collecte 2025 auquel le Syndicat a candidaté ;

des financements ont été conservés pour poursuivre la mise en œuvre de composteurs partagés à la demande (sauf pour MTPM qui a développé ses propres moyens pour le développement du compostage des biodéchets).

Répartition des dépenses d'investissement et de fonctionnement autofinancées par EPCI

| Propositions 2026 | MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL |
|-----------------------------|---------|--------|--------|--------|--------|---------|
| en tonnes d'OMR et refus CS | 157 351 | 28 821 | 11 103 | 37 075 | 24 064 | 258 414 |

| Propositions 2026 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | CCGST | | CCMPM | | TOTAL |
|---|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|----------------|
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | en € HT |
| Composteurs individuels achat | 0 | 0,00 € | 150 | 8 550,00 € | 100 | 5 700,00 € | 150 | 8 550,00 € | 100 | 5 700,00 € | 28 500,00 € |
| Composteurs collectifs achat | 0 | 0,00 € | 4 | 4 712,00 € | 2 | 2 356,00 € | 5 | 5 890,00 € | 2 | 2 356,00 € | 15 314,00 € |
| Composteurs collectifs suivi | 0 | 0,00 € | 2 | 5 000,00 € | 1 | 2 500,00 € | 0 | 0,00 € | 1 | 2 500,00 € | 10 000,00 € |
| Composteurs collectifs visites | 0 | 0,00 € | 8 | 960,00 € | 4 | 480,00 € | 0 | 0,00 € | 4 | 480,00 € | 1 920,00 € |
| Lombricomposteurs | 110 | 8 470,00 € | 20 | 1 540,00 € | 10 | 770,00 € | 10 | 770,00 € | 10 | 770,00 € | 12 320,00 € |
| Communication Prévention - ADT | | 29 428,00 € | | 10 670,00 € | | 3 962,00 € | | 0,00 € | | 0,00 € | 44 060,00 € |
| Préparation passage au multi matériaux (soutien CITEO déduit) | | 73 800,00 € | | 10 800,00 € | | 5 400,00 € | | 0,00 € | | 0,00 € | 90 000,00 € |
| Communication Prévention & déchèterie Web Com, Manag. | | 4 300,00 € | | 615,00 € | | 315,00 € | | 0,00 € | | 0,00 € | 5 230,00 € |
| Decheterie panneaux et pose | | 10 000,00 € | | 2 000,00 € | | 1 000,00 € | | | | | 13 000,00 € |
| pose de sonde nouvelle colonne | 210 | 35 500,00 € | 5 | 750,00 € | 5 | 750,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 37 000,00 € |
| PAV (soutien CITEO déduit) | | 440 000,00 € | | 80 000,00 € | | 46 820,00 € | | 120 000,00 € | | 85 000,00 € | 771 820,00 € |
| TOTAL 2026 | | | | | | | | | | | |
| Total | 601 498,00 € | | 125 597,00 € | | 70 053,00 € | | 135 210,00 € | | 96 806,00 € | | 1 029 164,00 € |
| en % réel | 58,45% | | 12,20% | | 6,81% | | 13,14% | | 9,41% | | 100,00% |
| en % théorique | 60,89% | | 11,15% | | 4,30% | | 14,35% | | 9,31% | | 100,00% |

A noter que le contrôle de cet équilibre fait partie des prérogatives du comité consultatif de suivi des conventions conclues au second semestre 2023 entre le Syndicat et chacun de ses adhérents pour l'optimisation de la valorisation matière et organique des déchets. Le comité, composé notamment d'un membre élu de chaque EPCI, se réunit une fois par an en fin d'année. Sa dernière réunion, qui s'est tenue le 12 décembre 2025, a permis de présenter les éléments de rétrospective et de propositions ci-avant.

Ce comité a également en charge de veiller au contrôle de l'équilibre des dépenses et recettes des collectes sélectives sur l'aire toulonnaise (objet du 5.3.8 ci-après).

5.3.6. Les dépenses liées aux transports des déchets – quais de transfert et péréquation des transports

La péréquation des transports est triple, conformément aux statuts du Syndicat :

- Une projection pour l'aire toulonnaise (trois membres historiques).
- Un calcul particulier réalisé pour la CCGST.
- Un calcul particulier réalisé pour la CCMPM.

Sur l'aire toulonnaise et la CCGST, la stabilité des tonnages observés entre 2024 et 2025 (+0.62% pour l'aire toulonnaise et -0.06% pour la CCGST) et la grande stabilité des prix ne justifient pas d'augmenter de plus de 1.5% en 2026 les montants des péréquations transports constatés en 2025.

Montant global de la péréquation des transports Aire Toulonnaise 2026 : 965 000 € HT

Montant de la péréquation des transports CCGST 2026 : 1 330 000 € HT

Pour la CCMPM, la gestion des transports et des installations transférées inclut les dépenses liées à :

- La gestion de la mise en balles des OMR et aux transports au départ du site Azur Valorisation de Roumagayrol à Pierrefeu-du-Var ;
- La gestion du quai de transfert de Manjastre et des transports au départ du site ;

L'amortissement des dépenses de travaux et d'équipements réalisées par le SITTOMAT pour la mise aux normes et la rénovation des installations.

Dans le cadre des dispositions adoptées à l'occasion de l'adhésion de la CCMPM au SITTOMAT au 1^{er} mars 2023, il est également prévu la participation du Syndicat aux frais de mises en balles des OMR à Roumagayrol à hauteur du coût unitaire supporté par lui pour la mise en balles des OMR de la CCGST à La Môle, soit environ 35 € par tonne.

Une convention a par ailleurs été conclue en 2025 avec le gestionnaire du site de Roumagayrol pour lui permettre, contre un droit d'usage fixé à 20 € par tonne, l'utilisation pour son propre compte de la presse à balle acquise par le SITTOMAT en 2024 ; les recettes de droit d'usage seront réparties entre le Syndicat et la CCMPM au prorata des dépenses consacrées par chacun à la mise en balles.

2026 reprend le résultat de clôture de l'exercice 2025 augmenté de 1.5%, soit :

Montant de la péréquation des transports CCMPM 2026 : 1 445 000 € HT

5.3.7. La gestion de l'ISDI de Manjastre

Le SITTOMAT assure depuis le 1^{er} mars 2023 la gestion de l'Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) de Manjastre.

Dans le cadre des dispositions adoptées pour le transfert de l'ISDI, le Syndicat perçoit les recettes liées aux dépôts des déchets inertes des professionnels et des collectivités. Il est prévu que ces recettes soient déduites des dépenses d'exploitation de l'ISDI répercutées à la CCMPM.

En 2025, le bilan est excédentaire et s'établit comme suit :

Montant des dépenses d'exploitation de l'ISDI : 406 000 € HT

Montant des recettes liées à l'ISDI : 472 000 € (315 000 € en 2024)

Il est difficile de faire une prévision sur l'importance des dépôts de terres et gravats d'une année sur l'autre et donc sur les recettes induites par l'activité. Par contre, les dépenses d'exploitation sont forfaitaires et ne varient qu'en fonction du coefficient de révision (très stable actuellement).

Pour 2026, on fera donc l'hypothèse d'un équilibre entre dépenses et recettes.

Coût résiduel de gestion de l'ISDI de Manjastre pour la CCMPM : 0 € HT

5.3.8. L'équilibre des dépenses liées à la collecte sélective.

La CCGST et la CCMPM ont conservé leur contrat de soutien à la performance signé avec l'éco-organisme CITEO. Elles récupèrent par ailleurs directement les recettes de commercialisation des matières recyclées issues du tri des collectes sélectives (verre, cartons, emballages et papiers en « multi matériaux »).

Le SITTOMAT gère les marchés de tri conclus avec la société VALEOR dont le centre de tri est situé sur la commune du Muy et refacture, à l'euro l'euro, les dépenses réalisées sur ces marchés.

Pour 2026, compte tenu des prévisions de tonnages à réaliser et des tarifs au 1^{er} janvier 2026, les dépenses prévisionnelles correspondant au tri des collectes sélectives s'établissent, à l'identique du réalisé 2025 augmenté de 1.5%, comme suit :

- CCGST : **3 210 000 € HT**
- CCMPM : **467 000 € HT**

En ce qui concerne les EPCI de l'aire toulonnaise, il a été décidé lors du vote du budget 2023, qu'afin de permettre au Syndicat d'engager les dépenses prévues dans son programme pluriannuel d'investissements, une contribution spécifique sera appelée en année N auprès des EPCI concernés visant à équilibrer les bilans recettes – dépenses de la Collecte Sélective de l'année N-1.

Ce mécanisme est décrit dans les conventions signées avec le SITTOMAT à l'été 2023 au titre de la gestion des PAV (pour MTPM) et de l'optimisation de la valorisation matière et organique des déchets (pour la CASSB et la CCVG) :

Cette contribution sera appelée après le vote du compte administratif du SITTOMAT de l'année N-1 dans le cadre d'un ré ajustement spécifique à la collecte sélective.

Seront considérées, en fonction des prestations retenues par chaque membre :

Au titre des dépenses

- Les éventuelles dépenses d'investissement prises en charge par le SITTOMAT en dépassement de sa capacité annuelle d'investissement, ou au-delà des ratios nationaux minimum recommandés ou en lien avec des sujétions techniques entraînant d'importants surcoûts de génie civil, conformément aux réalisations définies dans le plan annuel d'implantation*
- L'entretien, le lavage et la maintenance des PAV de collecte sélective*
- La collecte des PAV de collecte sélective*
- Le transport, la réception, le tri et le conditionnement des déchets collectés*
- Le transport des refus de tri*
- La communication et la sensibilisation au tri sélectif*
- Le reversement aux EPCI des soutiens CITEO pour les ambassadeurs du tri (ADT), en fonction du nombre d'ADT de chaque membre*

Au titre des recettes

- Les soutiens de CITEO*
- Les recettes de commercialisation des matières recyclées*
- Les subventions obtenues dans le cadre d'appel à projet ou tout autre dispositif d'aide financière*

L'équilibre des comptes Collecte Sélective 2025

En 2025, les recettes de commercialisation et de soutien CITEO ont légèrement augmentés du fait d'une augmentation de 6.7% des emballages plastiques et métalliques recyclés et de 2.1 % des papiers et cartons (+330 k€). En contrepartie, les dépenses de réception, transport et tri des mêmes emballages ont augmentées (+300 k€).

Les dépenses de communication ont par contre sensiblement diminué (-170 k€) du fait notamment d'un moindre recours aux ambassadeurs du tri sur la Métropole de Toulon.

Ainsi, le bilan de la collecte sélective présente en 2025 un déficit de 1 856 902 €, en léger recul par rapport à 2024 (1 961 897 €).

Ce montant, réparti entre les trois adhérents de l'aire toulonnaise, sera appelé hors taxe en même temps que les ré ajustements du traitement et de la péréquation des transports des OMR.

| Prévisionnel Dépenses 2025 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | TOTAL |
|---|--------|-----------------------|--------|-----------------------|--------|---------------------|-----------------------|
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | en € HT |
| Lavage PAV | 2550 | 255 000,00 € | 415 | 43 000,00 € | 280 | 32 000,00 € | 330 000,00 € |
| Déplacement PAV | 200 | 57 500,00 € | 15 | 3 750,00 € | 5 | 2 250,00 € | 63 500,00 € |
| Maintenance PAV | 340 | 220 000,00 € | 150 | 110 000,00 € | 25 | 14 000,00 € | 344 000,00 € |
| Collecte PAV | | 1 880 600,00 € | | 663 600,00 € | | 255 200,00 € | 2 799 400,00 € |
| Fonctionnement sonde | 2686 | 96 500,00 € | 421 | 15 000,00 € | 286 | 10 250,00 € | 121 750,00 € |
| Tri cartons | 2840 | 143 996,12 € | 1231 | 62 427,05 € | 620 | 31 420,93 € | 237 844,10 € |
| Tri PAC | 11961 | 1 502 091,26 € | 1811 | 227 453,13 € | 540 | 67 804,53 € | 1 797 348,93 € |
| Transport refus tri PAC | 1141 | 18 688,11 € | 256 | 4 195,88 € | 77 | 1 260,85 € | 24 144,84 € |
| Transport, Tri PLA+M | 4932 | 2 321 075,47 € | 930 | 437 577,03 € | 287 | 135 121,56 € | 2 893 774,06 € |
| Transport refus tri PLA+M | 2395 | 40 515,88 € | 422 | 7 135,52 € | 124 | 2 090,48 € | 49 741,87 € |
| Fourniture et pose PAV hors autofinancement | | | | | | | |
| Communication CS | | 177 831,88 € | | 4 949,89 € | | 22 880,74 € | 205 662,51 € |
| ADT | 1131 | 134 275,20 € | 319 | 45 368,80 € | 95 | 11 329,60 € | 190 973,60 € |
| Total | | 6 848 073,92 € | | 1 624 457,30 € | | 585 608,70 € | 9 058 139,92 € |

| Prévisionnel Recettes 2025 | MTPM | CASSB | CCVG | TOTAL |
|----------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| Soutien CITEO | 3 995 686,37 € | 911 010,02 € | 297 983,69 € | 5 204 680,09 € |
| Recettes matières | 1 561 615,12 € | 320 400,58 € | 114 542,04 € | 1 996 557,75 € |
| Total | 5 557 301,50 € | 1 231 410,61 € | 412 525,74 € | 7 201 237,84 € |

| Prévisionnel Recettes - Dépenses 2025 | MTPM | CASSB | CCVG | TOTAL en € HT |
|--|------------------------|----------------------|----------------------|------------------------|
| Total | -1 290 772,43 € | -393 046,69 € | -173 082,96 € | -1 856 902,08 € |

Les gestion des surcoûts de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise en 2026

Le surcoût de la collecte sélective en 2026 est estimé à 225 000 € HT par mois, soit 2.7 M€ sur une année complète.

Le planning de montée en charge du centre de tri du SITTOMAT, pour un constat d'achèvement de travaux le 30 septembre 2026, prévoit de réceptionner les premières tonnes de multi matériaux à partir de mi-novembre.

Il faut donc de tenir prêt à basculer sur le nouveau centre de tri dès novembre, ce qui permettrait de diminuer l'impact financier de l'exportation des déchets à trier.

Afin de limiter les surcoûts de CS en 2026, la stratégie est donc la suivante :

- ⇒ La mise en place du mode de collecte multi matériaux sur l'aire toulonnaise le plus rapidement possible, à l'automne 2026, avant même la montée en charge du centre de tri attendu en novembre, en s'appuyant sur le centre de tri du Muy entièrement rénové pour assurer une transition plus économe ;
- ⇒ Des économies substantielles réalisées sur la communication (-500 k€) et la réalisation des PAV en 2026(-700k€)

Un bilan sera fait en fin d'année 2026 pour évaluer la nécessité d'économies complémentaires à réaliser en 2027 pour permettre de garantir les équilibres budgétaires.

L'année 2025 a vu augmenter de près de 6% les dépôts en déchèteries. Seule la CCGST a été épargnée par cette hausse.

Certaines hausses concernent des déchets sous REP opérationnelle, et donc ne génèrent pas de surcoût par rapport à la prévision. Cela concerne les bois, mobilier, D3E et plâtre.

Par contre, d'autres hausses affectent des déchets dont certains coûtent cher à valoriser : les encombrants (+8%), les balayures (+15%), les déchets verts (+6%). Ces hausses ont généré en 2025 un surcoût d'environ 1M€ par rapport à la prévision.

Sur la base des tonnages 2025 et des derniers prix connus au 1^{er} janvier 2026 (entre -0.20% et +0.81% par rapport à 2025 selon les marchés), considérant que certains marchés de transport de bennes et de traitement sont en cours de relance, les prévisions de dépenses relatives à la gestion des déchèteries pour 2026 reprennent les prévisions d'atterrissage 2025, augmentées de 1.5% et s'établissent comme suit :

Dépenses bas de quai des déchèteries 2026 (HT)

| MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL HT |
|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|--------------|
| 7 960 793 € | 2 611 992 € | 830 488 € | 2 220 047 € | 3 086 156 € | 16 709 477 € |

La REP PMCB s'est mise en place entre juillet et début octobre 2024 sur l'ensemble des déchèteries des adhérents du SITTOMAT et représente également un soutien financier sur 12 mois de l'ordre d'1M€. Cependant, les retards pris dans la mise en place du portail de suivi et de déclaration des tonnages sous REP (août 2025) et la lenteur des validations n'ont pas permis en 2025 de percevoir ces recettes (à l'exception d'une avance de 45 k€ de la part d'Ecominéro sur le 1^{er} semestre 2024 pour les gravats).

En 2026, l'objectif minimum est de faire entrer en recettes tous les soutiens financiers des éco-organismes pour l'année 2024 et le 1^{er} semestre 2025, hormis VALOBAT, qui, se déclarant en grande difficulté financière, a demandé à l'Etat une remise à plat des filières opérationnelles. Le SITTOMAT engagera si nécessaire des actions pour contraindre l'éco-organisme au respect de ses engagements, mais la prudence budgétaire nous incite à ne pas prendre en compte l'hypothèse d'un versement de soutien en 2026 de la part de VALOBAT.

Ainsi, les recettes prévisionnelles qui seront restituées aux adhérents, relatives à l'exploitation des bas de quais des déchèteries en 2026 sont évaluées comme suit :

Recettes minimales bas de quai des déchèteries 2026

| MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL HT |
|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| 1 112 692 € | 330 943 € | 150 718 € | 247 419 € | 117 227 € | 1 959 000 € |

5.3.10. Synthèse

Les synthèses suivantes peuvent être présentées.

L'évolution des contributions nettes TTC des adhérents

En comparaison de 2025, l'augmentation en 2026 des contributions nettes des adhérents est liée à la hausse de la redevance OMR d'une part et à la diminution des réajustements OMR (traitement et transport 2025).

La TVA passe de 10% et 5.5% le 1^{er} mars 2026 sur la redevance OMR et la péréquation des transports.

La redevance biodéchets apparaît en 2026. Son principe reste, dans l'attente de la réalisation d'une plate-forme de compostage, une refacturation à l'euro l'euro des dépenses engagées par le Syndicat, comme pour les déchèteries.

Pour la CCGST, les réajustements liés au traitement des OMR traitées à l'UVE sont responsables d'une année sur l'autre de près de 700 k€ d'augmentation de la contribution nette.

| Contributions 2025 TTC | MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Redevance OMR | 17 349 938 € | 3 197 990 € | 1 277 295 € | 4 211 955 € | 2 542 650 € | 28 579 828 € |
| Contribution financière | 1 695 168 € | 313 399 € | 124 107 € | 380 122 € | 237 205 € | 2 750 000 € |
| CET et impôt foncier | 320 048 € | 59 170 € | 23 431 € | 71 767 € | 44 784 € | 519 200 € |
| Péréquation transports | 911 375 € | 59 157 € | 74 966 € | 1 444 280 € | 1 813 542 € | 4 303 320 € |
| Déchèteries | 8 274 519 € | 2 714 928 € | 863 217 € | 2 307 537 € | 3 207 778 € | 17 367 979 € |
| Tri CS CCGST & CCMPM | | | | 3 335 663 € | 485 436 € | 3 821 099 € |
| Equilibre CS 2024 AT | 1 264 802 € | 489 571 € | 207 524 € | | | 1 961 897 € |
| Réajustement OM 2024 (traitement et transport) | -356 867 € | -57 037 € | -8 941 € | -557 774 € | -206 385 € | -1 187 004 € |
| Restitution déchèteries (ferraille et éco-organismes) | -892 593 € | -265 480 € | -120 905 € | -198 478 € | -94 039 € | -1 571 495 € |
| TOTAL TTC 2025 | 28 566 390 € | 6 511 698 € | 2 440 694 € | 10 995 072 € | 8 030 971 € | 56 544 824 € |

| Contributions prévisionnelles 2026 TTC | MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL |
|--|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Redevance OMR + 1 € TGAP + 1,5€ inflation + 4,6€ perte recettes électriques UVE | 18 004 500 € | 3 286 487 € | 1 268 059 € | 4 292 083 € | 2 798 342 € | 29 649 471 € |
| Redevance biodéchets | 45 497 € | 24 265 € | 9 099 € | 64 118 € | 0 € | 142 979 € |
| Contribution financière | 1 695 168 € | 313 399 € | 124 107 € | 380 122 € | 237 205 € | 2 750 000 € |
| CET et impôt foncier | 320 048 € | 59 170 € | 23 431 € | 71 767 € | 44 784 € | 519 200 € |
| Péréquation transports +1,5% par rapport à 2025 | 893 510 € | 57 997 € | 73 496 € | 1 415 969 € | 1 536 774 € | 3 977 746 € |
| Déchèteries +1,5% par rapport à 2025 | 8 398 637 € | 2 755 652 € | 876 165 € | 2 342 150 € | 3 255 895 € | 17 628 499 € |
| Tri CS CCGST & CCMPM +1,5% par rapport à 2025 | | | | 3 385 698 € | 492 718 € | 3 878 415 € |
| Equilibre CS 2025 AT | 1 290 772 € | 393 047 € | 173 083 € | | | 1 856 902 € |
| Réajustement OM 2025 (traitement et transport) | 48 635 € | -16 492 € | -50 271 € | 138 422 € | -39 587 € | 80 706 € |
| Restitution déchèteries (ferraille et éco-organismes) | -1 112 692 € | -330 943 € | -150 718 € | -247 419 € | -117 227 € | -1 959 000 € |
| TOTAL TTC 2026 | 29 584 074 € | 6 542 581 € | 2 346 452 € | 11 842 908 € | 8 208 903 € | 58 524 918 € |

La prospective 2026

Selon les hypothèses retenues, l'on observe :

- ⇒ Une hausse sensible des dépenses de fonctionnement, celles-ci passant de 61.5 à 65.3 M€ (+6.1%), en raison notamment des surcoûts de la CS de l'aire toulonnaise conjuguée à l'avancement du passage au mode de collecte multi matériaux ;
- ⇒ Un maintien des recettes de fonctionnement à 67,3 M€, malgré les pertes de recettes externes (hors contributions des membres) qui passent de 12 645 k€ en 2025 à 10 814 k€ en 2026, du fait principalement de la baisse de l'intéressement de Zéphire ;
- ⇒ Et, par suite, une érosion de l'épargne brute de 5.3 M€ en 2025 à 2.1 M€ en 2026.

AR Prefecture

083-258300953-20260211-1959-DE
Reçu le 11/02/2026

| | Pré CA 2025 | Prévisions 2026 | Commentaires |
|---|---------------------|---------------------|--|
| RECETTES de fonctionnement | | | |
| Contribution financière annuelle (74741) | 2 500 000 € | 2 500 000 € | |
| Impôts et taxes (74741) | 472 000 € | 472 000 € | |
| Péréquation transports (748388) | 3 957 000 € | 4 016 000 € | |
| Redevance OM Remboursement CS Golfe et Porte des Maures Remboursement déchèteries Equilibre CS aire toulonnaise (70611, 70612) | 48 684 000 € | 50 494 000 € | |
| Commercialisation matière Soutiens éco-organismes 70388, 706888 et 74888 | 8 803 000 € | 9 182 000 € | Baisse recettes CS 2026 (vente matière et soutien CITEO) Soutien CITEO AAP 2025 "multi" Hausse recettes éco-organismes déchèteries |
| Autres recettes de fonctionnement (75) | 3 842 000 € | 1 632 000 € | baisse de 1,8 M€ des recettes Zéphire |
| Total recettes de gestion courante | 68 258 000 € | 68 296 000 € | |
| DEPENSES de fonctionnement | | | |
| Contrats de prestations de service (011611) | 53 776 000 € | 57 086 000 € | Surcoût CS Passage "multi" Inflation 1,5% |
| Autres charges à caractère général (011) | 5 031 000 € | 5 094 000 € | dont TGAP |
| Charges de personnel (012) | 938 000 € | 966 000 € | |
| Autres charges de gestion courante (65) | 1 797 000 € | 2 190 000 € | reversement soutiens éco-organisme déchèteries |
| Total dépenses de fonctionnement | 61 542 000 € | 65 336 000 € | |
| Epargne de gestion | 6 716 000 € | 2 960 000 € | |
| Résultat financier et exceptionnel | -1 376 000 € | -833 000 € | Réajustement OMR et intérêts d'emprunt |
| Epargne brute | 5 340 000 € | 2 127 000 € | |

L'épargne brute retrouve cependant un niveau satisfaisant à partir de 2027.

| | A | P | Q | R | S | T | U | V | W |
|---|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---|
| | 2025 | Prev 2026 | Prev 2027 | Prev 2028 | Prev 2029 | Prev 2030 | Prev 2031 | Prev 2032 | |
| 268 FONCTIONNEMENT | | | | | | | | | |
| 269 RECETTES DE GESTION COURANTES | 68 260K€ | 68 296K€ | 68 359K€ | 68 975K€ | 69 930K€ | 71 553K€ | 72 552K€ | 73 567K€ | |
| 270 70 produits des services | 51 872K€ | 53 999K€ | 53 986K€ | 54 454K€ | 55 258K€ | 56 329K€ | 57 174K€ | 58 031K€ | |
| 271 74 Dotations et participations | 12 543K€ | 12 664K€ | 12 832K€ | 12 980K€ | 13 131K€ | 13 683K€ | 13 838K€ | 13 995K€ | |
| 272 75 Autres produits de gestion courante | 3 842K€ | 1 632K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | 1 539K€ | |
| 273 013 Atténuations de charges | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | |
| 274 DEPENSES DE GESTION | 61 543K€ | 65 336K€ | 61 377K€ | 63 007K€ | 64 042K€ | 65 000K€ | 65 918K€ | 66 850K€ | |
| 275 011 Charges à caractère général | 58 807K€ | 62 180K€ | 58 430K€ | 60 003K€ | 60 979K€ | 61 875K€ | 62 731K€ | 63 600K€ | |
| 276 012 Charges de personnel | 938K€ | 966K€ | 995K€ | 1 025K€ | 1 056K€ | 1 087K€ | 1 120K€ | 1 153K€ | |
| 277 65 Charges de gestion courante | 1 797K€ | 2 190K€ | 1 952K€ | 1 979K€ | 2 008K€ | 2 037K€ | 2 067K€ | 2 096K€ | |
| 278 014 Atténuation de produits | | | | | | | | | |
| 279 EPARGNE DE GESTION | 6 717K€ | 2 960K€ | 6 982K€ | 5 969K€ | 5 887K€ | 6 553K€ | 6 635K€ | 6 717K€ | |
| 280 Remboursement Intérêt d'emprunt | -79K€ | -333K€ | -591K€ | -1 182K€ | -1 360K€ | -1 306K€ | -1 250K€ | -1 194K€ | |
| 281 Resultat exceptionnel | -1 297K€ | -500K€ | | | | | | | |
| 282 EPARGNE BRUTE (résultat des opérations réelles) | 5 341K€ | 2 127K€ | 6 391K€ | 4 786K€ | 4 527K€ | 5 247K€ | 5 384K€ | 5 522K€ | |
| 283 Dotation aux amortissement | -2 190K€ | -2 550K€ | -4 237K€ | -4 583K€ | -4 643K€ | -4 599K€ | -4 578K€ | -4 591K€ | |
| 284 RESULTAT DE L'EXERCICE | 3 151K€ | -528K€ | 2 049K€ | 203K€ | -116K€ | 648K€ | 806K€ | 932K€ | |
| 285 Affectation resultat antérieur | 10 199K€ | 10 339K€ | 1 394K€ | 2 368K€ | 2 572K€ | 2 456K€ | 3 104K€ | 3 910K€ | |
| 286 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT (Cloture) | 13 350K€ | 9 811K€ | 3 442K€ | 2 572K€ | 2 456K€ | 3 104K€ | 3 910K€ | 4 842K€ | |

6. Orientations budgétaires en matière d'Investissement**6.1. Le Plan pluriannuel d'investissement**

Les hypothèses du **PPI 2022 – 2028**, dont le tableau est joint ci-après, ont été recalées en prenant en compte :

- ⇒ Sur l'opération centre de tri des collectes sélectives à La Farlède :
 - Le décalage de planning d'environ 10 mois du fait du retard pris dans la délivrance des autorisations administratives (ICPE + 2 mois), mais aussi par le constructeur dans la phase étude, ainsi que de la découverte de déchets amiantés en décembre 2024 lors des phases préalables au démarrage de chantier ; le constat d'achèvement de travaux est prévu à ce jour fin septembre 2026 pour une mise en service industrielle à intervenir toute fin 2026/début 2027.
 - Les 800 000 € d'aléas en 2025 correspondent aux plus-values payées aux sous-traitants en charge des terrassements et fondations du fait de la présence potentielle de débris amiantés.
- ⇒ Le décalage du planning de réalisation de la plate-forme de compostage de biodéchets pour laquelle la recherche de terrains d'assiette n'a pas encore abouti. Le Syndicat poursuit activement les discussions avec ses voisins et le Préfet pour trouver un terrain d'assiette à ce projet indispensable pour ne pas subir les coûts de traitement des opérateurs privés en situation de monopoles géographiques et descendre le coût de valorisation des biodéchets en dessous du coût des OMR.
- ⇒ Sur l'UVE, les principaux travaux programmés ont été réalisés. Les dépenses 2026 couvrent les travaux assurantiels, la déviation de la canalisation d'amenée AEP à l'entrée du site et l'étude relative au génie civil. Pour 2027 et 2028, la prospective anticipe sur une participation possible du SITTOMAT à quelques travaux de renforcement du génie civil pour des raisons de sécurité.
- ⇒ Sur les quais de transfert :
 - L'aménagement du site de l'Almanarre pour recevoir un compacteur pour la massification des biodéchets collectés séparément sur l'Est Toulonnais ;
 - La réalisation de 2 trémies supplémentaires sur le site de Manjastre et la modernisation du pont bascule dont les travaux ont commencé ;
 - Le démarrage en 2026 de la réalisation du quai de transfert pour l'Ouest Toulonnais sur un terrain du quartier Lagoubran dont l'acquisition est en cours, pour une ouverture à l'été 2027.
- ⇒ Sur l'opération 971, la diminution de moitié des investissements d'achat et installations de PAV de tri en 2026 (770 k€), avec une remontée progressive en 2027 (1.2 M€), auxquels s'ajoutent le financement de bacs et couvercles jaunes (achat et installation) pour un montant de 650 k€ réparti sur 2026 et 2027, avec pour objectif de faire financer l'opération par CITEO à hauteur de 500 k€.

Cela représente un effort d'investissement de près de 91 M€ HT sur 7 ans, pour un montant attendu d'environ 10 M€ de subventions.

Près de 35 M€ d'investissements ont d'ores et déjà été réalisés sur 2022-2025.

En 2026, 25.9 M€ de dépenses sont programmées majoritairement sur le centre de tri et les quais de transfert de Manjastre et Lagoubran.

AR Prefecture

083-258300953-20260211-1959-DE
Reçu le 11/02/2026

| en K€ HT | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|
| 975/ Centre de tri collectes sélectives Acquisition Foncière | 375 800 | 7 198 700 | | | | | |
| 975/ Centre de tri collectes sélectives Construction et Ingénierie | 117 782 | 496 519 | 7 792 185 | 5 992 349 | 19 982 000 | 3 158 000 | |
| 975/ Centre de tri Révision de prix et aléas | | | | 800 000 | 800 000 | | |
| Taxe d'aménagement | | | | | 115 000 | | |
| 972/ Centre(s) de valorisation des biodéchets Acquisitions foncières | | | | | 500 000 | 0 | |
| 972/ Centre(s) de valorisation des biodéchets Construction et Ingénierie | | | | | 500 000 | 6 500 000 | 6 450 000 |
| 972/ Centre(s) de préparation et valorisation des CSR | | | | 11 675 | 15 000 | | |
| 972/ UVE | 536 339 | | | 484 497 | 150 000 | 400 000 | 400 000 |
| 972/ UVE - Travaux BREF et OTNOC | 1 751 989 | 3 230 690 | | | | | |
| 972/ UVE - Achat terrain chaufferie de secours BERTHE | | | | | | | |
| 974/ QT La Môle | 355 431 | 8 650 | 2 186 851 | 134 944 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| 972/ QT Sollès-Pont | | 126 970 | | | 6 000 | | |
| 972/ QT Almanarre | 164 804 | 40 670 | | 10 600 | 86 000 | | |
| 972/ Mise en balles MPM | | | | | | | |
| 972/ QT et ISDI Manjastre | | | | 40 000 | 63 000 | | |
| 978/ QT et ISDI Manjastre | | | | 166 225 | 963 775 | 0 | |
| 979/ QT Ouest Toulonnais | | | | | 1 350 000 | 2 300 000 | |
| 976/ LIFE | 87 860 | 1 012 | | 2 000 | | | |
| 971/ CS (PAV et bacs) | 1 166 269 | 797 267 | 1 529 424 | 1 662 532 | 1 084 320 | 1 312 500 | 1 500 000 |
| 973/ Prév. bio-déchets (comp.ind. coll / LombriComp.) | 111 245 | 1 550 444 | 1 084 326 | 5 888 | 18 205 | 56 121 | 56 121 |
| 977/ Achat bas de quai de déchetteries (bennes, panneaux, ...) | | | | 1 914 828 | 200 416 | 200 416 | 200 416 |
| 972/ Divers (travaux maintenance et achat pour locaux Sittomat) | 106 209 | 71 123 | | 94 808 | 70 000 | 70 000 | 120 000 |

TOTAL

4 773 727 13 522 045 12 592 786

11 320 347

25 913 716 14 007 037

8 736 537

90 866 195

Jusqu'en 2022, le SITTOMAT n'avait pas de dette.

Fin 2023, un premier emprunt a été contracté auprès de La Poste pour un montant de 2 150 000 € au taux fixe de 4.28 % sur une durée de 20 ans pour le financement du centre de tri, tenant compte :

- de l'avance à verser au démarrage du marché global de performance (MGP) pour la conception, réalisation, exploitation et maintenance du futur centre de tri des collectes sélectives ;
- de l'incertitude sur le déblocage d'un premier versement de la subvention obtenue dans le cadre du fond friches.

Fin 2024, un nouvel emprunt a été contracté auprès de la banque des territoires sur une durée de 25 ans afin de boucler le financement du centre de tri. D'un montant de 24.5 M€, il repose sur un taux variable correspondant au taux du livret A + 0.40%. La durée de mobilisation de l'emprunt est de 3 ans à compter de sa signature. Le remboursement du capital emprunté commencera l'année suivant la fin de la phase de mobilisation, soit en 2028.

Par la suite et dans l'hypothèse de la réalisation entre 2026 (acquisition foncière et étude), 2027 et 2028 (autorisations administratives et travaux) du centre de compostage des biodéchets, un emprunt complémentaire devra être consenti.

L'opération devra intégralement être financée par l'emprunt, soit environ 11.5 M€ pour une opération estimée 13.5 M€ subventionnée à hauteur de 2 M€.

Ainsi le recours à l'emprunt et les annuités correspondantes peuvent être simulées comme suit :

| Caractéristiques des emprunts | année de signature | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|----------------------------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|-------------|-------------|-------------|
| 2 150 000 à 4,28% TF sur 20 ans | 2023 | 193 000 € | 188 000 € | 183 000 € | 179 000 € | 174 000 € | 170 000 € |
| 24 500 000 à 2,80% TV sur 25 ans | 2024 | | 252 000 € | 515 000 € | 1 798 000 € | 1 765 000 € | 1 732 000 € |
| 6 500 000 à 4,50% TF sur 20 ans | 2027 | | | | 509 000 € | 509 000 € | 509 000 € |
| 5 000 000 à 4,50% TF sur 20 ans | 2028 | | | | | 429 000 € | 429 000 € |
| Total annuités d'emprunt | | 193 000 € | 440 000 € | 698 000 € | 2 486 000 € | 2 877 000 € | 2 840 000 € |
| Désendettement en années | | 2,6 | 12,4 | 5,1 | 7,6 | 7,7 | 6,4 |

Le taux d'endettement résultant de ces emprunts pourra être maintenu sous les 8 années de capacité de désendettement, à l'exception d'un pic à 12.4 années en 2026 dans le cadre du fait de la baisse importante de l'épargne brute en raison des surcoûts de la collecte sélective et du passage au mode de collecte multi matériaux pour l'aire toulonnaise.

Il n'est pas prévu de recrutement en 2026.

L'évolution des dépenses est liée à la revalorisation de 1% des salaires par rapport à 2025, ainsi qu'aux évolutions de grades des agents.

Annexe C1 - ROB 2026

| ETAT DU PERSONNEL | | | |
|--|--|--|-----------------|
| Emplois statutaires | Emplois créés | Emplois pourvus ou à pourvoir | Emplois vacants |
| Cadre des emplois Fonctionnels | 1 poste de Directeur Général | Pourvu par détachement d'1 ingénieur territorial hors classe | 0 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux hors classe | 1 poste | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux en chef | 1 postes | 1 par emploi contractuel | 1 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs Principaux | 1 poste | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs | 1 poste | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Attachés Territoriaux hors classe | 1 poste | 0 | 1 |
| Cadre d'emploi des Attachés Territoriaux | 1 poste | 0 | 1 |
| Cadre d'emploi des Rédacteurs | 3 postes de Rédacteur Principal 1ère classe 3 postes de Rédacteur Principal 2ème classe 1 poste de Rédacteur | 3 0 0 | 4 |
| Cadre d'emploi des Techniciens Territoriaux | 1 poste de technicien Principal de 1ère classe 2 postes de technicien Principal de 2ème classe 1 poste de technicien | 1 1 0 | 2 |
| Cadre d'emploi des agents de maîtrise | 1 poste d'agent de maîtrise | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Adjoints Territoriaux | 2 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1ère classe | 2 | 0 |
| Missions à durée déterminée | | | |
| Conseiller Technique | 2 | 2 | 0 |
| Conseiller Juridique | 2 | 1 | 1 |
| Conseiller Informatique | 1 | 0 | 1 |
| Sténo-Dactylo | 1 | 0 | 1 |
| Volontaires service civique | 2 | 0 | 2 |